


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1
MARS 2002
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



Les montagnes, régions vitales pour la
planète: leur population, leurs
ressources, l'Année internationale de
la montagne et le savoir-faire suisse

La Macédoine et ses ponts fragiles. Un portrait

Comment s'accordent la mondialisation et le
développement? Une controverse

DOSSIER



MONTAGNES

Sommets, êtes-vous vraiment le séjour des dieux ?

Les régions montagneuses abritent les ressources de notre avenir. L'Année internationale de la montagne, proclamée par l'ONU, est une occasion de mieux réaliser l'importance que revêtent pour la planète ces écosystèmes particuliers.

6

Conjuguer l'exploitation et la préservation

La coopération suisse au développement a toujours été attirée par les montagnes. Au fil du temps, ses méthodes se sont modifiées.

12

«Les montagnes sont des sismographes»

Entretien avec Bruno Messerli, géographe bernois et pionnier d'une nouvelle approche de la recherche sur la montagne

14

Aide en roubles pour les familles ingouches

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la DDC collaborent étroitement en Ingouchie

23

Des communes serbes se réforment

En RFY, la Suisse soutient des communes qui mettent en place une gestion autonome, efficace et responsable

24

FORUM



Craintes et espoirs liés à la mondialisation

Plus qu'aucun autre phénomène contemporain, la mondialisation donne lieu à des débats chargés d'émotion. Une controverse

26

Racisme – Notes pour un débat

L'écrivain mozambicain Mia Couto parle de la peur d'appeler les choses par leur nom

29

HORIZONS



MACÉDOINE

Des ponts fragiles et des murs colossaux

Des murs de peurs et de préjugés séparent plus que jamais les habitants de ce petit État pluriethnique

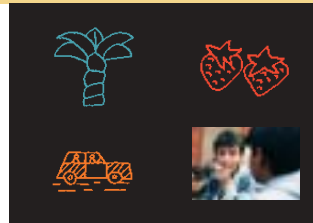
16

Comme si j'étais juste un Macédonien!

Pour Ivan Dodovski, écrivain et critique macédonien, le jeu de l'identité a tourné à la catastrophe dans son pays

20

CULTURE



Myriade d'idées pour faire connaître le Sud

Un mini-réseau crée des projets interculturels dans cinq régions de Suisse

30

| | |
|---|----|
| Éditorial | 3 |
| Périscope | 4 |
| DDC interne | 25 |
| Au fait, qu'est-ce que la société civile? | 25 |
| Service | 33 |
| Impressum | 35 |

DDC

Un véritable partenariat pour éviter la crise

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque l'approche participative dans la coopération au développement

21

Un avenir pour les jeunes Sud-Africains

L'économie privée suisse participe à une initiative de développement en Afrique du Sud

22

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Somnambules et montagnards

Un vieillard et un jeune garçon fuient la guerre. Nul ne sait qui ils sont, d'où ils viennent ni où ils vont. Ils avancent sans cesse pour échapper à la violence et à la mort. Pour souffler un peu, ils se réfugient dans la carcasse d'un autobus calciné. Là, l'enfant trouve onze carnets qui racontent la vie d'un autre garçon... Une histoire parmi tant d'autres qui se répètent chaque jour dans les régions en guerre, comme la Macédoine, l'Afghanistan ou le Rwanda. Vous retrouverez dans les pages suivantes ces trois pays, où les gens ont récemment dû fuir les hostilités. L'histoire de l'enfant et du vieillard nous vient du Mozambique. Elle constitue la trame du roman *Terre somnambule* de Mia Couto. Cet écrivain mozambicain n'a pas son pareil pour se jouer des limites entre réalité et fiction, entre ce qui est probable, plausible et incroyable. Il déploie ainsi l'inépuisable richesse de son pays et des hommes. Mieux qu'aucun autre, il parvient à traiter les sujets les plus délicats de manière crédible et impressionnante. Dans *Terre somnambule*, il parle de la guerre civile. Nous sommes heureux d'accueillir dans nos colonnes cette voix du Sud, insolite et forte. Mia Couto a accepté de tenir la rubrique Carte blanche d'*Un seul monde* durant cette année. En page 29, vous pourrez lire sa première contribution, qui porte sur le racisme. Le dossier de ce numéro est consacré aux montagnes et à leurs habitants. Dans toutes les zones montagneuses – que ce soient les Andes, les Alpes,

le Caucase ou l'Himalaya – la fragilité de l'écosystème, l'accès difficile, la marginalisation économique et politique placent les populations face à d'énormes défis. Pendant des décennies, la Suisse a accumulé de vastes connaissances sur le développement des montagnes et elle transmet aujourd'hui son savoir-faire tant sur le plan national qu'international. La coopération suisse au développement a toujours été attirée par les montagnes. Cet engagement a d'ailleurs contribué dans une large mesure à l'introduction du thème «mise en valeur durable des montagnes» dans l'Agenda 21 et à la proclamation par l'ONU de l'Année internationale de la montagne 2002. Des étapes essentielles si l'on sait que les montagnes recèlent les ressources de notre avenir.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



© artistes in Calédonie

Des automates à œuvres d'art

(bf) Quel rapport y a-t-il entre de vieux automates à cigarettes et des artistes originaires de pays en développement? L'Art-O-Mat, bien sûr! En 1997, l'artiste américain Clark Whittington a eu l'idée de recycler des automates hors service pour vendre les œuvres réalisées par des artistes du Sud, à qui il verse un montant équitable. Aujourd'hui, plus de 190 artistes de sept pays vendent, par le biais de l'Art-O-Mat, des œuvres dont la taille ne dépasse pas celle d'un paquet de cigarettes. Ils reçoivent deux dollars sur les cinq payés par l'acheteur. Grâce à ces revenus, des jeunes artistes du village ghanéen de Krofofrom, qui créent des objets en bronze, ont déjà pu installer l'éclairage public au centre de leur commune et payer

l'écolage des plus jeunes membres de leur groupe. La plupart des automates Art-O-Mat sont placés dans de petits cafés et des librairies aux États-Unis. Mais d'autres se trouvent dans des musées, comme le nouveau musée d'art contemporain de New York. Ils permettent aux artistes de se faire connaître et d'obtenir aussi un juste prix pour leur travail.

www.artomat.org

Chasse aux *becaks* à Djakarta

(bf) Les autorités de Djakarta veulent bannir de la ville les cyclo-pousse ou *becaks*. À leur avis, ce mode de locomotion très prisé ne s'intègre pas dans la circulation moderne et attire les habitants des zones rurales d'Indonésie vers cette métropole de 10 millions d'habitants. Il n'en reste pas moins que la population apprécie et utilise beaucoup les 6700 *becaks* de la capitale.

Les conseillers municipaux ont tenté récemment de confisquer ces véhicules dans cinq arrondissements de l'ouest de la ville, ce qui a provoqué des affrontements entre forces de l'ordre et propriétaires de cyclo-pousse. Malgré tout, 723 *becaks* ont été saisis pour être coulés, quelques jours plus tard, dans la baie de Djakarta.



Cris Stewers / Panor / Strates



Chris Johnson / Panor / Strates

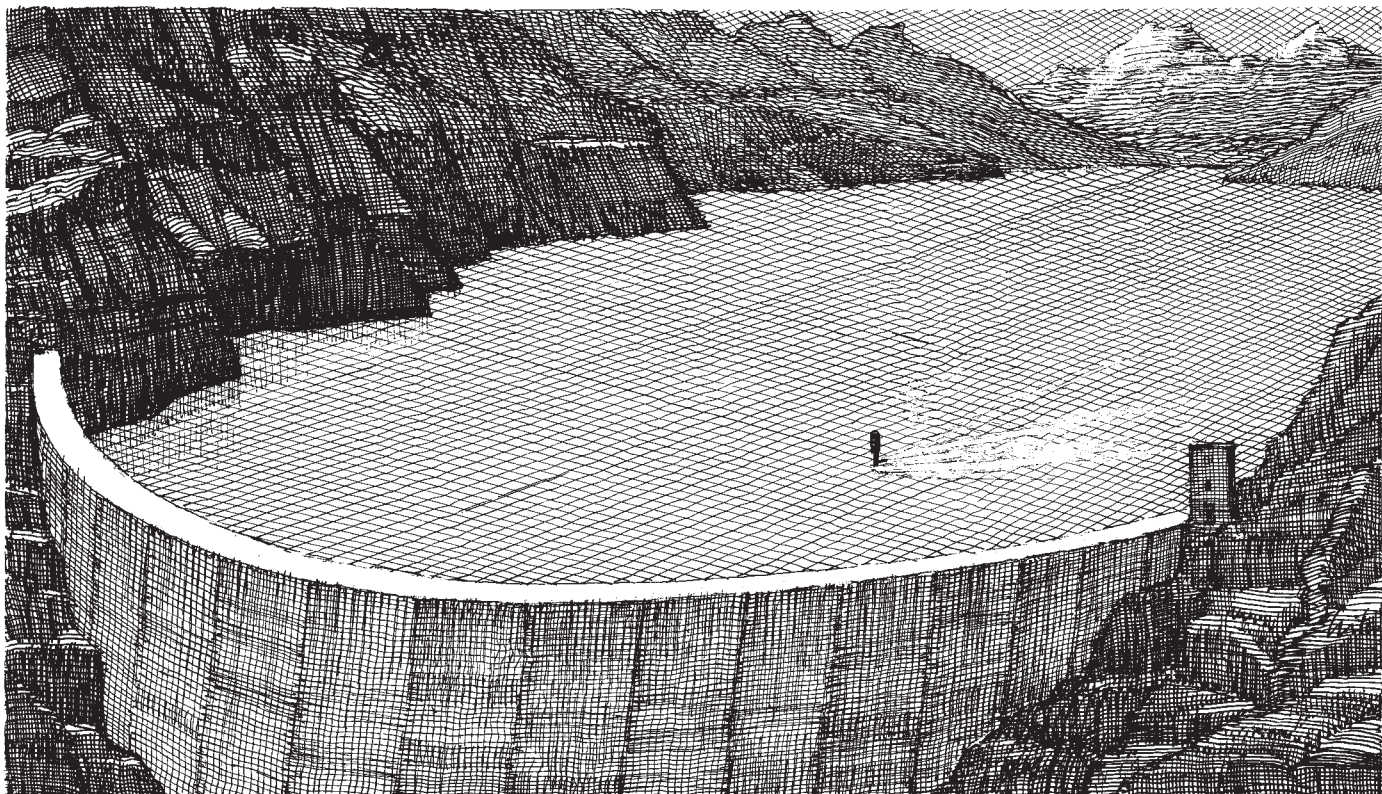
Les vélos envahissent Harare

(jls) Les cyclistes sont toujours plus nombreux dans les rues de Harare, capitale du Zimbabwe. Depuis deux ans, le pays connaît de graves pénuries de carburant, faute de devises étrangères pour financer ses importations de pétrole. Résultat: les tarifs des transports en commun ont grimpé en flèche. Les ouvriers ne peuvent plus se rendre à leur travail en minibus, car le prix des billets aller-retour entre la banlieue et le centre-ville représente à la fin du mois le quart d'un salaire. Cette situation fait le bonheur des marchands de vélos. «Nous vendons entre 500 et 600 bicyclettes par mois, contre une petite centaine auparavant», indique un vendeur. La demande porte aussi bien sur les bicyclettes de bas de gamme, fabriquées en Chine, que sur les VTT importés d'Inde et de Taïwan. Pourtant, le manque de devises commence également à se faire sentir dans ce secteur. Incapables de payer les factures, certains grossistes ne passent plus de commandes. Et les importations de vélos ont accusé un net déclin l'an dernier.

Les enfants de la planète

(bf) À quoi ressemble la vie des enfants en 2002? Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) présente leur situation dans son rapport annuel en se fondant sur les conditions de vie d'un groupe représentatif de cent enfants nés au début des années 90.

- 55 enfants ont vu le jour en Asie (dont 19 en Inde et 18 en Chine), 16 en Afrique subsaha-



Sécurisation

rienne, 8 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 7 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 6 en Europe centrale, du Nord et du Sud-Est, et 8 dans les pays industrialisés.

- 33 de ces enfants n'existent pas officiellement, car leur naissance n'a été enregistrée nulle part. Ils ne sont pas reconnus et n'ont pas de nationalité.

- 9 enfants meurent avant d'avoir

atteint l'âge de cinq ans; 32 souffrent de malnutrition et 27 ne sont vaccinés contre aucune maladie.

- 18 (dont 11 filles) ne fréquentent pas l'école.
- 18 n'ont pas accès à de l'eau potable et 39 vivent sans installations sanitaires.

Babel se trouve en Afrique

(bf) L'Afrique regroupe un tiers

de toutes les langues parlées dans le monde. Le Cameroun, à lui seul, en compte 240. Au sud du Sahara, 2000 idiomes différents permettent à 650 millions de personnes de satisfaire leurs besoins de communication. On a longtemps pensé, surtout dans le Nord riche, mais aussi en Afrique, que cette diversité constituait une cause ou un symptôme de la pauvreté, voire un obstacle au progrès et au développement. C'est seulement au cours des dernières années que, grâce aux efforts de grandes organisations internationales, la multitude des langues a été reconnue comme un potentiel, une richesse et une ressource indispensable au développement de l'Afrique. On admet désormais que les langues africaines ont de tout temps joué un rôle actif, le plus souvent sous-estimé par le monde extérieur, dans la négociation de positions sociales ou le règlement de conflits.

D'innombrables exemples illustrent ce changement d'attitude. En voici deux : à Accra, capitale du Ghana, une émission de radio diffusée en akan, langue locale, jouit d'une énorme popularité uniquement parce qu'elle permet à la population de parler dans sa langue de sujets dont ne traitent d'habitude que les journaux anglophones; le Cameroun est, quant à lui, en train d'adopter un modèle d'enseignement trilingue avec une aisance absolument déconcertante.



Sommets, êtes-vous vraiment



DOSSIER

Bhoutan

Les montagnes abritent les ressources de notre avenir. Pourtant, on les détruit, on les laisse à l'abandon, on les soumet à toutes sortes de pressions. L'Année internationale de la montagne, proclamée par l'ONU, est une occasion de mieux réaliser l'importance que revêtent pour la planète ces écosystèmes particuliers. Un dossier de Gabriela Neuhaus.

le séjour des dieux ?



Roland Saller / Still Pictures

En octobre 2001, des images d'un autre âge font le tour du monde. Des hommes chargent leurs ânes de sacs blancs et se mettent en route pour atteindre le nord de l'Afghanistan avant la première neige. Ils suivent des sentiers muletiers, traversent des ravins profonds, longent de vertigineux précipices. À cette période de l'année, ce dangereux voyage par le col de Dorah, situé à 4600 mètres d'altitude, est la

seule possibilité de ravitailler la population menacée de famine en raison de la guerre et de la sécheresse. L'UNESCO et ses auxiliaires sur place se lancent dans cette expédition en dépit de risques considérables.

Tandis que la planète vit à l'heure de la mondialisation, des transports rapides et de la haute technologie, il existe encore des contrées qui ne profitent en rien de cette évolution. Et ce n'est pas un hasard si beaucoup d'entre elles se trouvent en altitude. Les régions montagneuses se caractérisent en premier lieu par leur topographie. Par rapport à la plaine, cela se traduit ainsi : l'accès est plus difficile ; les transports et les voyages prennent davantage de temps et nécessitent une infrastructure plus coûteuse ; les conditions climatiques sont plus complexes ; la nature requiert d'autres méthodes et impose souvent des limites plus étroites à l'exploitation agricole. De plus, les centres économiques et politiques où se prennent les décisions se trouvent en général bien loin, dans la plaine. Les populations vivant dans les montagnes afghanes connaissent une situation particulièrement dramatique. Rares sont les destins qui peuvent être comparés au leur. Néanmoins, les problèmes de l'Afghanistan se retrouvent dans d'autres régions d'altitude.

Une priorité globale

Un quart des terres émergées du globe sont considérées comme des « régions de montagne », en comptant les hauts plateaux et les champs de glace situés à plus de 2500 mètres d'altitude. Cela correspond à une superficie de 35,8 millions de kilomètres carrés. Les montagnes ont longtemps été considérées comme des zones marginales. Environ 10 pour cent seulement de la population mondiale vit dans des régions montagneuses, en grande partie dans de hautes vallées fertiles. Mais ces zones peu peuplées exercent une fonction essentielle dans l'échange entre plaine et sommets : plus de la moitié de l'eau que nous utilisons provient des montagnes ; celles-ci recèlent d'importantes richesses naturelles et sont aujourd'hui considérées comme les dépositaires de la biodiversité.

Bref, une part considérable des ressources de la planète se trouvent en altitude. Cela peut être un bienfait pour les habitants, si une exploitation future leur procure revenus et développement. Mais cela présente également un grand danger, car ces écosystèmes très fragiles sont particulièrement sensibles aux changements et aux interventions. Nous savons aujourd'hui qu'une exploitation inadéquate de ces territoires accélère brutalement le phénomène d'érosion, avec des conséquences parfois graves. L'équilibre entre homme et nature n'est nulle part aussi précaire qu'en montagne.

«Têtes dures»

Les topographies ne sont pas les seules à se ressembler. Qu'ils vivent dans les Alpes suisses, les Andes péruviennes ou l'Himalaya, les montagnards partagent certains traits de caractère. L'hospitalité en est un. Souvent, on leur reproche aussi d'être bornés et têtus. Des conditions de vie extrêmes leur ont appris à faire des réserves pour l'hiver ou à ne pas construire près d'un torrent. Le prétendu entêtement des montagnards n'est rien d'autre qu'une stratégie de survie...

Collines sacrées

La protection de la nature n'est pas une invention moderne. Les montagnards T'ai, dans le sud-ouest de la Chine, interdisent toute intervention humaine à l'intérieur des forêts vierges de leurs collines sacrées. Les T'ai croient que le fait de chasser, d'abattre des arbres ou même de ramasser du bois pourrait fâcher les dieux qui habitent là, et que cela provoquerait des catastrophes. Ces réserves « intouchables » ont été préservées jusqu'à maintenant, malgré la modernisation et l'apparition de cultures commerciales dans la région. (Source : Dr Peng Shengji, ICIMOD)



Jorgen Schytte / Still Pictures

Bhoutan

Voix de la montagne

«Shimshal a été isolé du reste du monde pendant des siècles. Des étrangers nous ont décrits en interprétant nos coutumes de manière erronée. Il est grand temps que nous disions au monde ce qu'est la réalité de Shimshal.» Cette voix vient d'un village perdu dans les montagnes du nord du Pakistan. L'organisation internationale PANOS (www.oneworld.org/panos) s'est fixé pour but de donner la parole aux populations vivant dans les montagnes. Aidée par des collaborateurs locaux, elle a interrogé depuis 1993 les habitants de dix régions montagneuses. Ces témoignages ont été enregistrés sur bande magnétique.

Entre respect et pillage

La montagne a suscité pendant des millénaires respect et fascination chez l'être humain. Quantité de mythes entourent les sommets de la planète. Dans presque toutes les cultures, la montagne a des fonctions religieuses. Uluru, en Australie, est une montagne sacrée pour les aborigènes. Bien avant les alpinistes, des pèlerins se rendaient dans l'Himalaya pour prier et faire pénitence. Les Incas construisaient leurs sanctuaires dans les Andes à des altitudes élevées. Les dieux grecs séjournèrent sur l'Olympe. Moïse reçut les tables de la Loi sur le mont Sinaï. Et puis, des forces supérieures ont toujours été présentes lorsqu'il fallait vaincre la montagne: par exemple, lors de la construction du premier pont à travers les gorges de Schöllenen, dans le Gothard, les hommes ont dû berner le diable pour parvenir à leurs fins.

Au 19^e et surtout au 20^e siècle, on est allé de conquête en conquête grâce à la technique. Aujourd'hui, en Suisse, des routes asphaltées conduisent jusqu'au plus petit village ou même sur certains alpages.

Tunnels et ponts permettent de surmonter les obstacles topographiques, électricité et télécommunications mettent les vallées les plus reculées en contact permanent avec le monde, et le tourisme a fourni aux montagnards une source confortable de revenus supplémentaires. La puissance autrefois terrifiante des montagnes ne se manifeste plus que de temps à autre: au cours d'un hiver endeuillé par les avalanches ou lorsqu'un incendie provoque une catastrophe dans un tunnel, comme cela s'est produit au Mont-Blanc et au Gothard.

Depuis toujours et pratiquement partout sur la planète, le pouvoir économique et politique ne se trouve pas dans les montagnes, régions difficilement accessibles, mais au contraire dans les vallées ou en plaine. C'est pourquoi, à mesure que de nouvelles possibilités techniques étaient découvertes, les besoins des centres et de leur périphérie ont détermi-



Autoroute du Gothard, le pont avant Faido, Suisse

né de plus en plus fortement l'évolution des régions montagneuses. Ce phénomène a eu des conséquences variées, selon les régions et les continents: des lacs artificiels ont été aménagés afin de produire de l'énergie électrique ou d'irriguer les terres agricoles situées en plaine; des routes ont été construites pour assurer le trafic de transit; on a creusé des mines pour exploiter les richesses du sous-sol; des forêts ont été déboisées et des champs surexploités. De nombreuses régions du monde connaissent encore aujourd'hui un tel développement, sans que l'on se soucie toujours des règles à respecter pour maintenir l'équilibre entre l'homme et la nature.

Similitudes et différences

Les régions de montagne ont de nombreux points communs. Cela justifie qu'elles collaborent entre elles et échangent leurs expériences. Un phénomène commun à toutes ces régions est le niveau de formation relativement faible de leurs populations. Il s'associe à un potentiel de développement limité, qui peut conduire au dépeuplement de toute une



Peter Blabozeski / laif

Népal



Peter Blabozeski / laif

Soglio, Suisse

contrée, comme cela s'est produit en différents endroits du monde, par exemple dans le Sud de l'Italie et en Afrique du Nord.

La tendance est inverse dans les zones tropicales, par exemple dans le massif du Simen, en Éthiopie, ou sur le mont Kenya: les terres situées sur les hauteurs se prêtent mieux à l'agriculture, car leur climat est moins chaud et moins humide qu'en plaine. De plus

Ici comme là-bas: les zones montagneuses offrent des conditions de vie particulières et leur développement exerce une influence déterminante sur les populations de plaine

en plus de gens viennent s'y établir, en relation notamment avec une pression démographique généralisée dans ces pays. Mais les nouveaux venus n'ont pas l'expérience de ces sols délicats et l'exploitation intempestive détruit un écosystème déjà fragile. L'érosion qui en résulte fait disparaître des terres fertiles, vitales pour l'alimentation de l'Afrique.

Interaction entre l'homme et la nature

On a reconnu assez récemment l'importance globale des régions de montagne et l'influence décisive que peut avoir leur évolution sur la vie en plaine. Cette révélation ne s'impose que lentement aux esprits. Et si l'on porte aujourd'hui un nouveau regard sur la montagne, c'est grâce à des impulsions majeures, qui sont venues notamment de Suisse. Par exemple, il y a une trentaine d'années que l'Institut de géographie de l'Université de Berne a commencé de réorienter ses recherches, à l'origine exclusivement limitées aux sciences naturelles. Il a développé une approche globale, axée de plus en plus sur l'interaction entre l'homme et la nature dans les montagnes.

C'est le géographe Bruno Messerli, avec ses observations dans la région méditerranéenne et en Afrique, qui a posé les bases de cette nouvelle orientation. Concentré au départ sur l'étude des glaciers, il a constaté les dégâts provoqués par les erreurs et la sur-exploitation dans les zones montagneuses. Cela l'a

Liens

Campagne suisse pour l'Année internationale de la montagne.
www.montagnes2002.ch

Site de l'Année internationale de la montagne, avec de nombreux articles de fond, des liens vers des organisations partenaires et un calendrier des manifestations.
www.montagnes2002.org

Le Mountain Forum offre beaucoup d'informations concernant des activités et des événements relatifs à la montagne et au développement durable.
www.mtnforum.org

Cartes de toutes les régions montagneuses du monde, avec adresses et liens vers les membres du Mountain Forum.
www.mtnforum.org/resources/atlas/world.htm

Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne.
www.cde.unibe.ch

La revue trimestrielle *Mountain Research and Development*, soutenue par la DDC, présente l'actualité scientifique et le travail de terrain.
www.mrd-journal.org

Le Centre international pour le développement intégré de la montagne (ICIMOD) axe son action sur l'Hindu Kuch et l'Himalaya. Son site propose des liens vers des projets consacrés aux montagnes dans le monde entier.
www.icimod.org.sg

Groupe de travail sur l'écologie des zones montagneuses (en allemand): projets de recherche et de développement dans le cadre du chapitre de l'Agenda 21 sur les montagnes.
www.hochgebirge.uni-erlangen.de

Images et informations sur plus de 250 sommets à travers le monde.
www.weltderberge.de



Népal

amené à faire de la recherche de solutions un thème scientifique de son institut (voir interview p. 14). Il en est résulté le Centre pour le développement et l'environnement (CDE). Celui-ci est devenu aujourd'hui un organe essentiel pour les problèmes de recherche et de développement liés aux régions de montagne.

Ces scientifiques n'ont pas tardé à faire équipe avec la coopération au développement pour développer des réseaux dans ce domaine. «Les études comparatives permettent de transposer résultats et solutions d'une région à l'autre», souligne Hans Hurni, actuel codirecteur du CDE. Par ailleurs, cette collaboration a renforcé l'ensemble des volontés décentralisées qui s'emploient à sauvegarder et à développer nature et culture dans toutes sortes de régions montagneuses du monde. Cela a débouché notamment sur l'introduction, à l'initiative de la Suisse, d'un chapitre exclusivement consacré à la montagne dans l'Agenda 21 de l'ONU, le programme d'action adopté par le Sommet de la Terre en 1992 à Rio.

À partir de là, une multitude d'activités de recherche et de soutien se sont développées en relation avec la thématique de la montagne. Elles culminent en 2002, avec l'Année internationale de la montagne (AIM). «On a fait énormément de dé-



Haimut Schwarzbach / SNI Pictures

Bolivie

couvertes au sujet des montagnes ces dix dernières années, mais il faudra sûrement trois fois plus d'efforts que ceux accomplis jusqu'à présent pour que cela se traduise en action», dit Hans Hurni, en espérant que l'AIM fera sensiblement progresser la cause des montagnes. ■

(De l'allemand)



L'Année internationale de la montagne

Les montagnes concernent tout un chacun. Tel est le message que doit véhiculer l'Année internationale de la montagne 2002, proclamée par l'Organisation des Nations Unies. Un grand nombre de manifestations nationales et internationales permettront de populariser et d'approfondir cette thématique. Les préoccupations rejoignent celles qui figuraient déjà dans le chapitre 13 du plan d'action mondial pour l'environnement, adopté à Rio: la sauvegarde et le développement durable des régions de montagne, ce qui garantira également la prospérité des

terrestres montagneuses malgré des altitudes modérées.

Biodiversité et sécurité alimentaire: les régions de montagne ont un rôle essentiel à jouer dans le développement futur de l'agriculture, du fait que ces écosystèmes lointains et spécialisés ont conservé une grande biodiversité.

Contraintes liées à l'utilisation des terres: sauf dans les zones tropicales, l'agriculture de montagne est défavorisée par rapport aux exploitations de plaine, car l'utilisation des terres est plus difficile et la période de végétation plus courte.

Conflits et coopération: les montagnes jouent un rôle stratégique dans beaucoup de conflits armés, d'où l'importance particulière de promouvoir la paix et la coopération dans ces régions.



Éthiopie

populations vivant en plaine. Pour préparer l'année de la montagne, la DDC a organisé en octobre 2001 à Interlaken un symposium (www.wms2001.ch) qui a réuni des scientifiques, des représentants de gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG) basées dans des régions de montagne. Les participants venaient de tous les continents. Leurs échanges se sont concentrés sur les activités et les possibilités offertes à l'échelon communal.

Des pics, des pentes et des vallées

Une région de montagne se définit selon différents critères, sans qu'il soit possible d'en donner une description simple et universelle. Voici les principales facettes de cette thématique :

Altitude: 48% des terres émergées se situent au-dessus de 500 m d'altitude, 27% à plus de 1000 m, 11% à plus de 2000 m et 2% dépassent 4000 m.

Topographie: «fortes pentes» et «altitude» sont deux caractéristiques susceptibles de compliquer ou d'empêcher l'exploitation humaine.

Latitude: plus l'on s'éloigne de l'équateur, plus vastes sont les zones qui présentent des caractéristiques



Suisse



Zimbabwe

Montagne-plaine: les interactions entre montagne et plaine revêtent une importance croissante; elles ont des dimensions écologiques, économiques, sociales et politiques. (Source: Document introductif, Année internationale de la montagne, FAO, 2000)

À chacun sa part de montagnes

La part de régions de montagne est inférieure à 25% dans 92 des 191 pays du monde, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Canada. Cette proportion va jusqu'à 50% dans 46 pays (exemples: Bolivie, Bulgarie, Madagascar, Pakistan, Portugal, Afrique du Sud et États-Unis). Jusqu'à 75% du territoire national est montagneux dans 38 pays (exemples: Afghanistan, Albanie, Haïti, Japon, Norvège et Turquie). Les 15 pays couverts de montagnes dans la proportion de 75 à 100% ont tous une faible superficie: Andorre, Arménie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kirghizistan, Liban, Lesotho, Macédoine, Monténégro, Népal, Réunion, Rwanda, Suisse et Tadjikistan. (Source: *Mountains and People*, SDC 2001)

Conjuguer l'exploitation et la préservation



Michael Kotimeler / agenda

Bolivie

La coopération suisse au développement a toujours été attirée par les montagnes. Ses méthodes ont changé au fil du temps, mais elle a gardé une prédilection pour ces régions, dans lesquelles il reste beaucoup à faire.

(gn) Un coup d'œil sur la liste des programmes de la DDC suffit pour constater que la Suisse aime s'engager dans de petits pays montagneux. Elle fait en outre un important travail de mise en réseau au niveau international et contribue dans des proportions déterminantes à développer le thème de la montagne tel qu'il a été lancé à Rio en 1992. Ce n'est pas un hasard, souligne Ulrich Lutz, chef du secteur «montagnes» et coordinateur de l'Année internationale de la montagne 2002 à la DDC: «Nous autres Suisses avons une affinité particulière pour ce qui touche à la montagne, nous sommes imprégnés par cette topographie. De plus, grâce à de longues années d'expérience, nous disposons d'un savoir-faire qui peut être utile sur le plan international.»

Au 19^e siècle, la Suisse a été confrontée à de graves

problèmes d'érosion provoqués par le déboisement. Elle a connu un exode important des populations montagnardes. Mais au fil du temps, elle a réussi à rétablir un équilibre entre montagne et plaine, par différents moyens: des travaux de reconstruction et de protection de la nature, des paiements compensatoires aux populations de montagne, des infrastructures de transport très performantes ainsi que de nouvelles sources de revenus – l'exploitation du potentiel hydroélectrique ou le tourisme, par exemple – qui ont énormément amélioré les conditions de vie dans les Alpes.

Cette évolution a toutefois fait surgir des conflits entre exploitation et protection: certains projets comme le lac artificiel de la Greina, dans les Grisons, ou de nouveaux accès touristiques aux glaciers

ont dû être abandonnés. Ces exemples montrent que la maîtrise de l'équilibre entre développement et préservation exige l'examen de chaque situation particulière.

Priorité au durable

Si l'on examine de plus près les activités de développement que la Suisse poursuit à l'étranger, il apparaît que ses projets mettent l'accent sur une bonne gestion de l'environnement, associée à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie. Au Népal, dans les Andes ou au Lesotho, la DDC fournit ainsi un appui aux paysans de montagne dans des secteurs tels que le travail du sol, la gestion de l'eau et les cultures vivrières. Une autre spécialité de la DDC est l'exploitation durable des forêts, qu'elle encourage notamment au Kirghizistan, au Bhoutan et au Népal.

Cette catégorie englobe aussi la recherche de nouveaux gagne-pain pour les populations montagnardes, dans le but d'atténuer la pression qui s'exerce sur leurs champs surexploités. Deux exemples illustrent cette approche : au Pakistan, dans le cadre du programme Karakorum de développement de l'artisanat, des femmes fabriquent des objets destinés à la vente ; au Kirghizistan, un projet de promotion du commerce soutient le développement du tourisme, qui apportera des revenus complémentaires aux montagnards.

Les activités de la DDC dans les régions de montagne ont également comme priorité la conserva-



Christoph Schütz

Kirghizistan

tion de la nature : la Suisse soutient ainsi un projet de biodiversité en Bolivie et le parc national Ba Be au Viêt-nam. D'autres projets sont consacrés à des questions spécifiques liées au développement social ou politique. Cette catégorie englobe par exemple un projet de gestion communautaire de l'eau dans la vallée de Ferghana, en Asie centrale, ou le projet Kolyari au Rajasthan. En l'occurrence, il s'agit essentiellement de créer des compétences sociales et des institutions. En revanche, les deux principales sources de revenus des montagnards suisses, à savoir le tourisme et l'énergie hydraulique, ne sont prati-



Mark Edwards / Still Pictures

Bhoutan

quement pas présentes dans les projets de développement de la DDC.

Où va le développement ?

La préoccupation centrale porte aujourd'hui sur la manière d'exploiter les fragiles écosystèmes d'altitude tout en les protégeant. Une préservation absolue ne serait pas possible. Elle n'est d'ailleurs pas vraiment souhaitable, sur le plan de la politique du développement. Les montagnards voudront tirer parti de nouvelles ressources pour améliorer leurs conditions de vie. En outre, la plaine aura toujours besoin d'exploiter de nouveaux gisements de minerais et d'intensifier la production d'énergie hydraulique. « Il serait naïf de croire que le développement pourra se passer d'interventions parfois massives dans la nature », remarque Hans Hurni, codirecteur du Centre pour le développement et l'environnement.

Évoquant les projets miniers ou hydroélectriques, M. Hurni propose que certaines zones bien délimitées soient consacrées à une exploitation intensive, mais contrôlée. Le rendement produit par l'extraction de matières premières ou par les installations hydroélectriques devrait revenir vers ces régions et apporter un revenu complémentaire à leurs habitants. Pour assurer un développement durable, il est important non seulement de sensibiliser la population, en plaine comme en montagne, mais également d'appliquer des règles strictes à l'exploitation et à la gestion environnementale. ■

(De l'allemand)

Tourisme prometteur

Les montagnes sont particulièrement propices à la détente. La Suisse a su exploiter cela depuis longtemps. Le tourisme est aujourd'hui une des principales sources de revenus pour les habitants des montagnes suisses. Mais ce type d'activité offre également des possibilités très intéressantes pour les pays en développement. Une promotion bien ciblée du tourisme local – par exemple des destinations himalayennes pour les grandes agglomérations de l'Inde ou les contreforts du Tian Shan pour les habitants des plaines d'Asie centrale – serait judicieuse sur le plan écologique tout en ouvrant de nouvelles perspectives aux populations montagnardes.

«Les montagnes sont des sismographes»



La montagne doit en partie son « année internationale » à un pionnier suisse. Dès les années 70, le géographe bernois Bruno Messerli a élaboré une approche appliquée de la recherche dans ce domaine. Interrogé par Gabriela Neuhaus, il expose sa vision des montagnes et de leur développement.

Bruno Messerli est un grand amateur d'excursions en montagne. Cette passion, qui remonte à son adolescence, l'a poussé à choisir la géographie après sa maturité passée en 1951. Il a consacré sa thèse, au début des années 60, à la Sierra Nevada (Andalousie). Puis il a travaillé dans les hautes montagnes, d'abord en Italie, en Yougoslavie, en Grèce, en Turquie, au Liban et en Afrique du Nord, plus tard dans l'Himalaya et les Andes. Après avoir été nommé professeur, il s'est employé à faire de la géographie une discipline qui dépasse largement l'approche traditionnelle des sciences naturelles. Son engagement en faveur d'une étude interdisciplinaire des montagnes l'a finalement conduit sur la scène politique: c'est essentiellement grâce à lui que les régions de montagne ont obtenu en 1992 leur propre chapitre dans l'Agenda 21 de Rio. L'Année internationale de la montagne 2002 en découle directement, après dix ans de recherche et de *lobbying* intensifs sur ce thème.



Peter Blandzinski / laif

Népal

En 1992, vous avez largement contribué à l'adoption d'un chapitre sur la montagne dans l'Agenda 21 de Rio. Vous êtes un scientifique. Qu'est-ce qui vous a poussé à entrer ainsi dans l'arène politique?

La science et l'Institut de géographie de l'Université de Berne n'ont pas attendu le sommet de Rio pour s'intéresser à ce sujet: nous avons travaillé dans différents massifs montagneux d'Afrique depuis les années 60. Les problèmes de surexploitation et d'érosion nous sautaient vraiment aux yeux, en particulier dans le Haut Atlas et en Éthiopie. L'érosion est un thème fascinant pour le scientifique, car il englobe des principes naturels concernant le sol et le climat, plus particulièrement les précipitations. On peut mesurer tout cela et publier une quantité de statistiques. Mais nous nous sommes rendu compte à cette époque que les données elles-mêmes n'apportaient pas grand-chose, dans la mesure où ces problèmes avaient l'homme pour origine. Nous avons dû apprendre à faire la synthèse entre les principes naturels et les interventions humaines. Ces découvertes ont débouché sur une nouvelle approche scientifique. Nous ne voulions plus nous consacrer

uniquement à une démarche académique, mais être utiles également aux habitants de ces montagnes, ce qui nécessitait une reconnaissance au plus haut niveau politique.

Qu'est-ce qui caractérise les territoires montagneux? Pourquoi requièrent-ils une attention particulière?

Les montagnes ont une structure verticale; cela signifie qu'elles comportent un étagement. On passe donc très brusquement d'un écosystème au suivant. La nature est particulièrement fragile dans de telles régions, parce que l'on se trouve à tout moment sur le bord ou dans la zone de transition de différents écosystèmes, là où la réaction aux facteurs environnementaux est beaucoup plus marquée que dans le centre. Au fil des générations, les montagnards ont appris à gérer ces particularités. Mais lorsque des immigrants utilisent des méthodes inappropriées ou si les autochtones surexploitent ces terres, les effets peuvent être dévastateurs. Étant donné que la nature réagit de manière beaucoup plus sensible en montagne, on peut comparer ces régions à des sismographes.



Ron Gilling / Still Pictures

Bolivie

Quel est aujourd'hui le bilan des interventions faites au plus haut niveau politique et scientifique?

Je crois pouvoir le dire, c'est seulement à partir de Rio 1992 que les milieux scientifiques et politiques ont pris conscience de l'importance planétaire des montagnes en tant qu'espaces de ressources. Mais on reconnaît aussi toujours mieux leurs autres apports : diversité culturelle et biologique, réserves naturelles et espaces de détente pour une population mondiale qui s'urbanise de plus en plus. À cela s'ajoutent l'eau, le bois, de vastes gisements de minerais, etc. Bref, grâce aux dernières découvertes, on a su en 1997 au plus tard que les régions de montagne ont un rôle décisif à jouer au niveau mondial.

La Suisse s'investit à la fois dans la recherche scientifique sur les montagnes et dans la coopération au développement avec des pays montagneux. Est-ce un hasard?

Nous jouissons d'une vaste expérience en la matière. Prenons l'exemple de Grindelwald : en 1404, la communauté de la vallée a fixé officiellement le nombre de vaches autorisées. Il s'agissait d'assurer un équilibre entre la pâture d'été sur l'alpe et le fourrage d'hiver stocké dans les exploitations de la vallée. Ce système fonctionne aujourd'hui encore. Les gens de Grindelwald ont perpétué au cours des générations un sens aigu de leur écosystème. La science n'aurait pas fait mieux. Nous avons aujourd'hui en Suisse des mécanismes de compensation (subventions ou redevances sur l'eau en faveur des communes de montagne), car nous avons réalisé depuis longtemps qu'il était impossible de produire en montagne de la même manière qu'en plaine. Ce se-

rait magnifique de pouvoir transposer nos systèmes dans d'autres régions du monde. Mais on ne doit pas oublier que ces mesures font partie d'un contexte économique, culturel et politique dont on ne peut pas extraire à la légère certains éléments isolés.

Dans quels domaines vous semble-t-il le plus urgent d'agir?

On commence seulement à saisir l'étendue de ce qu'il nous reste à apprendre pour mieux maîtriser la question des ressources. Ce ne sont pas seulement les sciences naturelles qui sont mises à contribution, mais également les sciences sociales et humaines. Elles doivent fournir les bases nécessaires à l'évaluation des décisions politiques relatives aux montagnes. L'exemple suivant vient du Venezuela. Des scientifiques ont calculé le chiffre d'affaires d'un planteur de café à une altitude moyenne. Ils ont pris en considération l'ensemble des dépenses et des recettes, depuis la création de la plantation jusqu'à la vente des fèves de café. Sur cette base, ils ont examiné ce qui se passe quand le prix du café baisse : si le produit des ventes tombe au-dessous d'un certain niveau, le paysan sera forcé de surexploiter sa terre pour survivre. Cela entraînera des dégâts extrêmement coûteux à réparer. Ce type de problèmes nous occupera énormément à l'avenir. Sous la rubrique « durabilité », le 21^e siècle sera marqué par la consommation mondiale de ressources naturelles, l'adaptation aux changements climatiques et environnementaux, ainsi que par la recherche d'un équilibre entre économie et écologie. ■

(De l'allemand)

Les principales publications de Bruno Messerli sont aujourd'hui des ouvrages de référence :

Messerli, B., Ives, J. (eds) : *Mountains of the World. A Global Priority.* New York/London : Parthenon, 1997.

Mountain Agenda, 1998: Mountains of the World. Water Towers for the 21st Century. Institut de géographie de l'Université de Berne.

Mountain Agenda, 1999: Mountains of the World. Tourism and Sustainable Mountain Development. Institut de géographie de l'Université de Berne.



Banning / laif

Des ponts fragiles et des murs colossaux

La Macédoine est petite et pourtant divisée. Sans un soutien international, elle n'aurait pas survécu à la confrontation avec les rebelles albanais. Des murs de peurs et de préjugés séparent plus que jamais les habitants de cet État pluriethnique. De Stephan Israel*.

Le pont de pierre datant de l'époque turque forme un mince trait d'union entre les deux bords de la rivière. Au-dessous, le fleuve Vardar décrit un grand arc de cercle dans son lit bétonné. Sur le pont, des Roms se tiennent à côté de leurs étalages de carton et vendent un peu de tout: lunettes de soleil, soutiens-gorge, piles, etc. À quelques mètres de la rive nord, c'est le début du vieux bazar turc. Mais si l'on se tourne vers le sud depuis le milieu du pont, le regard est arrêté par des tours d'habitation et des bâtiments gouvernementaux construits dans le style communiste. Le Vardar coupe Skopje en deux: au nord, les restes du quartier turc et l'ancien château fort, épargnés par le grave tremblement de terre de 1963; au sud, la ville moderne. Mais le fleuve forme également une frontière non officielle entre la partie majoritairement albanaise au nord et la zone résidentielle au sud, où les Macédoniens slaves restent entre eux.

Division ethnique

Skopje, une ville divisée? La guerre civile de ces derniers mois a simultanément accéléré et scellé la partition ethnique de la Macédoine. Avant même que la situation ne dégénère en un conflit armé, des agences immobilières organisaient les déménagements vers le «bon côté». Durant les affrontements entre troupes gouvernementales et rebelles albanais, qui ont duré plusieurs mois, des attaques ont été menées d'un côté comme de l'autre contre la population civile. Dans la partie sud de la ville, des magasins albanais ont été pillés et détruits par la foule en colère. Inversement, des Macédoniens ont été menacés ou chassés par leurs voisins albanais. La totalité de ce petit État pluriethnique reproduit l'exemple de la capitale, Skopje. Dans la partie ouest du pays, les Macédoniens d'origine albanaise vivent pratiquement entre eux à l'intérieur de leurs fiefs, Tetovo et Gostivar. À l'est, du côté de



Banning / laif

la Bulgarie, et au sud, en direction de la Grèce, il n'y a presque pas d'Albanais.

Le lent divorce entre Albanais et Macédoniens slaves a commencé plusieurs années avant que le pays n'arrive au bord de la guerre civile. Dès son indépendance acquise en 1991, la Macédoine a fait figure d'exemple positif. Elle a constitué une exception notoire dans le démembrement de la Yougoslavie : c'est la seule des six anciennes républiques qui a accédé à l'indépendance sans effusion de sang. Et cet État du sud des Balkans est tout de même parvenu à préserver durant près de dix ans – jusqu'au début de 2000 – une paix fragile entre les ethnies dont il est formé. Kiro Gligorov, premier président et « père de la nation », avait réussi la double prouesse d'affirmer la jeune nation face à des voisins méfiants et de maintenir l'équilibre interne de sa structure pluriethnique.

La Grèce, au sud, s'oppose encore aujourd'hui à la dénomination « République de Macédoine ». La Bulgarie, à l'est, considère ses voisins comme des « Bulgares de l'ouest ». On a accepté de reconnaître l'État, mais pas l'existence d'une langue ou d'une nation macédonienne autonome. Les voisins du nord qualifient les Macédoniens avec mépris de « Serbes du sud » et ils ont contesté jusqu'à la fin le tracé précis de la frontière. Il semble que l'Albanie, à l'ouest, nourrissait également des ambitions territoriales à l'égard de cette république.

Équilibre fragile

Lors des attaques aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, la Macédoine a subi, pratiquement sans dommages, l'afflux momentané de plus de 300 000 Albanais du Kosovo. C'est seulement au début de 2001 que la guerre a fini par rattraper cette Yougoslavie en miniature. À côté de la majorité slave, les Albanais représentent, selon les estimations, entre un quart et un tiers de la population macédonienne. Mais toute une série d'autres ethnies – Turcs, Serbes, Roms, Aroumains – vivent sur ce territoire. L'indépendance, en 1991, a été pour les Macédoniens slaves orthodoxes la réalisation d'un vieux rêve d'État autonome. Deuxième ethnité par le nombre d'habitants, les Albanais n'ont jamais accepté leur statut de minorité et se sentent traités en « citoyens de deuxième classe ».

L'escalade du printemps 2001 a été une surprise. Il a suffi d'un petit groupe de rebelles armés pour détruire l'équilibre fragile des années précédentes. Le noyau des combattants est venu du Kosovo, dont le statut n'est toujours pas résolu. Aux vétérans de la guerre du Kosovo se sont rapidement joints de jeunes hommes venus des villages à majorité albanaise. Les revendications formulées par les rebelles de l'Armée de libération nationale (UCK) ont rencontré un terrain particulièrement fertile. Ici, presque plus personne n'a un emploi. Avec l'uniforme noir des rebelles et une kalachnikov à la main,



Stephan Israel

L'objet de tous les jours

L'ajvar

Les Macédoniens disent avoir inventé l'ajvar. La préparation de cette spécialité fait partie du rituel familial qui marque la fin de l'été. D'abord, il faut acheter un ou deux sacs pleins de poivrons rouge vif. Après avoir légèrement grillé ces légumes, on en retire la peau et les graines. Puis, on les cuit des heures en les assaisonnant éventuellement de piments forts. Les poivrons sont ensuite réduits en purée ou passés au hachoir à viande. L'ajvar se conserve tout l'hiver dans des bocaux ; il est délicieux sur du pain et accompagne très bien salades et viandes.

on devenait subitement quelqu'un. Pour certains, il s'agissait vraiment de conquérir l'égalité des droits au sein d'un État macédonien commun. Mais les idéologues nationalistes voyaient là une dernière chance de redessiner la carte de la Macédoine : les zones à majorité albanaise devaient être rattachées à un futur Kosovo indépendant ou à une grande Albanie.

Petite et divisée

Dans l'esprit des Macédoniens, les Albanais du pays ont toujours été des privilégiés par rapport aux autres minorités de n'importe quel pays européen. Il est vrai que l'accord de paix d'Ohrid, négocié sous surveillance internationale, satisfait largement les revendications émises depuis longtemps par les Albanais. Mais sa mise en œuvre prendra des mois ou des années. De toute manière, le conflit entre les deux ethnies ne porte que marginalement sur des textes de loi et des articles constitutionnels : c'est un mur de peurs et de préjugés qui sépare Albanais et Macédoniens slaves. Peu d'entre eux sont capables de regarder l'autre sans idées préconçues, simplement comme un être humain. Aujourd'hui, les parents macédoniens et albanais ne veulent plus envoyer leurs enfants dans les mêmes écoles. Les Albanais doivent apprendre la langue de la majorité. De leur côté, les Macédoniens slaves refusent obstinément d'acquiescer ne serait-ce que les rudiments de la langue de leurs concitoyens. On se sent supérieur, culturellement et sur tous les autres plans. Les journaux des uns et des autres reflètent des mondes opposés. Pour les Macédoniens, les Alba-

nais ne sont que des terroristes déterminés à détruire le jeune État. Les Albanais pensent que les Macédoniens veulent maintenir la minorité dans une forme de sujétion. La plupart des rares amitiés nouées entre les deux groupes ont été rompues ces derniers mois. Selon un sondage, personne ne songerait à épouser quelqu'un de l'autre ethnie. Et il est bien rare que l'on s'égare de l'autre côté. Ces dernières années, les statisticiens n'ont jamais enregistré plus d'un pour cent de mariages mixtes. Petite, la Macédoine est pourtant divisée. Chacun a son bar, ses lieux de rendez-vous, son monde, et les points de contact sont pratiquement inexistantes. Sans appui extérieur, ce pays aurait succombé à la dernière crise. Tout comme le semi-protectorat bosniaque et le protectorat à part entière du Kosovo, la Macédoine est aujourd'hui tributaire de la communauté internationale. ■

* *Stephan Israel, journaliste indépendant, est depuis 1992 correspondant de divers journaux allemands et suisses pour les Balkans et l'Europe du Sud-Est ; il vit à Belgrade.*

(De l'allemand)

La Suisse et la Macédoine

Pour la stabilité en Europe du Sud-Est

(bf) La Suisse apporte un soutien à la Macédoine depuis 1992, sous forme de projets de coopération bilatérale et par le biais de programmes internationaux. Cette république de l'ex-Yougoslavie est devenue en 1996 un pays prioritaire de la coopération suisse en Europe de l'Est. Le programme qui lui est consacré se réalise en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (seco) et comporte trois volets: le renforcement de la société civile et de l'État de droit, le développement de l'économie, ainsi que l'infrastructure et l'environnement. Le bureau de coordination à Skopje gère un budget de 12 millions de francs par année (dont 6 millions de la DDC).

Les trois domaines du programme mettent l'accent sur les points suivants :

Société civile et État de droit: Divers projets visent à améliorer les relations interethniques et à prévenir les conflits. Par exemple, la Suisse cofinance une série télévisée pour les enfants (voir *Un seul monde* 3/2000) et soutient des jardins d'enfants pluriethniques. Dans le domaine de l'éducation, il s'agit de faciliter l'accès à l'université pour la minorité al-

banaise. Le renforcement de la société civile passe par une formation des médias en vue d'améliorer le journalisme indépendant, un programme de formation pour les syndicats et un projet de promotion de la paix par l'encouragement du dialogue interethnique.

Viabilité économique: La Suisse s'associe à d'autres pays et organismes donateurs afin de promouvoir notamment les petites et moyennes entreprises (PME), par des projets de formation et de perfectionnement destinés à consolider les bases de l'économie et à créer des emplois.

Infrastructure et environnement: Alors que le seco appuie financièrement des améliorations de l'infrastructure, la DDC s'occupe surtout de soutenir des projets environnementaux (traitement des eaux usées, gestion du parc national, agriculture organique). Elle collabore étroitement avec les principales organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Faits et chiffres

Nom

République de Macédoine – indépendante depuis septembre 1991. La Grèce ayant fait opposition à cette dénomination, le nouvel État du Sud balkanique est admis à l'ONU en 1993 sous le nom de «République ex-yougoslave de Macédoine» (FYROM).

Capitale

Skopje

Superficie

25 713 km²

Population

2,04 millions d'habitants (estimation 2000)

Groupes ethniques

Macédoniens: 66,6%

Albanais: 22,7%

Turcs: 4%

Roms: 2,2%

Serbes: 2,1%

Autres: 2,4%

(Remarque: les membres de la minorité albanaise ont boycotté le dernier recensement et affirment représenter un tiers de la population)

Religions

Macédoniens orthodoxes: 67%

Musulmans: 30%

Autres: 3%

Langues

Macédonien: 70%

Albanais: 21%

Turc: 3%

Serbo-croate: 3%

Autres: 3%

Industrie

Charbon, chrome, plomb, zinc, minerai de fer, textiles, travail du bois, tabac

Taux de chômage

Officiellement: 32% (2000)

Officieusement: beaucoup plus élevé

Repères historiques

Presque tous ses voisins ont annexé un jour ou l'autre un morceau de la Macédoine. Il y a un millier d'années, ce territoire du sud des Balkans faisait partie de l'empire bulgare. Au Moyen Âge, le roi serbe Dusan Nemanja s'est fait couronner empereur à Skopje. L'année 1392 marque pour la Macédoine le début d'un demi-millénaire de domination ottomane, laquelle devait s'étendre à l'ensemble des Balkans. La date du soulèvement contre l'opresseur turc est aujourd'hui encore un jour de fête pour les nationalistes macédoniens. Mais leur premier État n'a duré que du 3 au 13 août 1903: les troupes ottomanes ont écrasé rapidement et brutalement la république «Krusevo». L'effondrement de l'empire ottoman, quelques années plus tard, n'a pas encore apporté son indépendance à la Macédoine. En 1913, les pays voisins – Grèce, Bulgarie et Serbie – se sont partagé le territoire macédonien.

1945 Josip Broz Tito, chef des partisans yougoslaves, fait de la Macédoine une république à part entière au sein de la deuxième Yougoslavie. Le régime communiste de Tito maintient cette entité pluriethnique durant près d'un demi-siècle.

Fin des années 80 Lorsque la fin de la Yougoslavie s'annonce, cela ne conduit pas les Macédoniens à jouer la carte de l'autonomie, contrairement aux Slovènes ou aux Croates. Le premier ministre Kiro Gligorov préconise, avec son homologue de Bosnie-Herzégovine, une confédération décentralisée. Ces deux répu-

bliques, qui sont les plus mélangées sur le plan ethnique, doivent craindre la guerre plus que toutes les autres. Mais le président serbe Slobodan Milosevic choisit la centralisation, alimentant ainsi les forces centrifuges.

1991 Lors d'un référendum en septembre, 70 pour cent des votants choisissent l'indépendance. Belgrade laisse partir sa république méridionale. L'armée populaire yougoslave (JNA) se retire, en emportant tout l'armement lourd. Ce n'est toutefois pas encore le dernier chapitre des relations problématiques de la Macédoine avec ses voisins.

1995 La Grèce lève son blocus économique contre le jeune État, mais ne reconnaît toujours pas la «République de Macédoine» sous cette dénomination.

2001 Dix ans après son indépendance, la Macédoine est la dernière république de l'ex-Yougoslavie à plonger dans la violence et la guerre.



Comme si j'étais juste un Macédonien!



Ivan Dodovski, né en 1974, est écrivain et critique. Il a obtenu à Skopje une licence en littérature générale et comparée et en études américaines. Auteur de trois livres, il écrit également pour des revues macédoniennes et étrangères sur des sujets touchant à la théorie littéraire, au théâtre et à la politique culturelle. Il est coordinateur du programme arts et culture de la fondation Institut pour une société ouverte – Macédoine.

En 1991, j'ai pris le vol direct Belgrade-New York. Je participais à un échange d'étudiants. Des sentiments contradictoires m'envahissaient: la peur de laisser la Yougoslavie derrière moi (la guerre commençait) et l'excitation de découvrir le continent américain. L'ambivalence a persisté après mon retour en 1992. La Yougoslavie s'était alors déjà effondrée et les événements sanglants des Balkans ouvraient les journaux télévisés de CNN. La Macédoine était devenu un pays indépendant. Ainsi, je suis parti avec un passeport yougoslave pour revenir en citoyen d'un nouvel État – avec cette ombre indescriptible qui pèse sur la vie des jeunes de ma génération. Aujourd'hui encore, à chaque départ pour l'étranger, je suis submergé par la pensée que je pourrais revenir dans un pays qui n'est pas celui que j'ai quitté. Le sentiment d'incertitude, la guerre et la crainte de nouveaux découpages territoriaux sont devenus le lot quotidien des populations balkaniques. Et la Macédoine est hélas un exemple de cette sombre réalité.

Beaucoup de Macédoniens sont confrontés à un autre dilemme: faut-il rester ou bien émigrer? Moi-même, je n'ai pas échappé à la tentation, surtout en pensant aux perspectives infinies – achever mon doctorat à l'étranger, travailler en Occident... Pourtant, je suis resté. Je crois que mon appartenance à la Macédoine a un sens profond. Je n'accepte pas l'idée que ma naissance en ce point précis du globe soit un événement fortuit. Et je suis aussi resté parce que j'estime que la Macédoine n'est pas ce que les Occidentaux – par ignorance ou par arrogance

– ont souvent voulu y voir: la désastreuse quintessence d'une histoire sanglante.

La Macédoine se trouve aujourd'hui à un tragique carrefour. Le jeu de l'identité, sujet privilégié de la théorie postcoloniale et postmoderne, tourne ici à la catastrophe. Mais le plus tragique, en l'occurrence, c'est le destin des individus. Comment être une personne dont le bonheur tient à la réalisation de son identité, lorsque des ghettos ethniques menacent de s'institutionnaliser, lorsque la collectivité est proclamée seul déterminant de l'identité? Comme si j'étais juste un Macédonien ou juste un chrétien orthodoxe, et non pas un individu de sexe masculin, écrivain et critique par vocation, qui a des amis sur trois continents et surtout dans les Balkans, qui parle cinq langues et surfe sur Internet? Comme si le collègue avec lequel je prends le café tous les matins en commentant les «événements macédoniens» était juste un Albanais ou juste un musulman, et non pas un individu de sexe masculin, marié, père de deux enfants, économiste par vocation, qui a des amis sur trois continents et surtout dans les Balkans, qui parle six langues et surfe aussi sur Internet.

Tant de choses s'entremêlent. Nous avons tant en commun. Tragiquement, comme si notre mauvais sort historique n'était pas suffisamment ironique, nous autres Macédoniens partageons, indépendamment de nos origines ethniques ou religieuses, non seulement le même espace géographique mais aussi un régime corrompu, une misère économique et une élite politique dramatiquement inculte. Si quelque chose peut nous sauver de cette sinistre réalité, ce sera la lutte contre la corruption et le respect de la personne humaine plutôt que les valeurs collectives et l'affiliation à un parti.

Quand j'apprends que des terroristes ont kidnappé des civils en Macédoine, quand on parle des victimes sous les décombres du World Trade Centre (c'est d'ailleurs le premier endroit que j'ai visité en 1991!) ou des enfants tués en Afghanistan, je me répète sans cesse: c'étaient des êtres humains, pas des numéros! Tant que nous l'accepterons aussi facilement, la violence engendrera de nouvelles violences et restera plus forte que l'espoir de paix et de bonheur. ■

(De l'anglais)





Un véritable partenariat pour éviter la crise

«Partenariat» et «approche participative» figurent depuis des années dans le vocabulaire de la coopération au développement. Mais il semble que tous les acteurs ne sachent pas toujours très bien qui participe à quoi! Il ne s'agit pas de faire participer les pays en développement à nos programmes, mais bien d'inciter les pays industrialisés à soutenir les efforts consentis par les partenaires en développement eux-mêmes. La coopération suisse applique ce principe depuis longtemps déjà.

Le partenariat signifie que nous connaissons nos partenaires du Sud, que nous appuyons leurs efforts de développement par des activités complémentaires. L'impulsion vient des pays du Sud, qui doivent mobiliser leurs propres ressources, mais il incombe aux pays industrialisés d'apporter leur contribution. La communauté internationale a maintes fois préconisé un tel partenariat. La réalité montre cependant qu'il y a un gouffre entre ces déclarations et leur mise en œuvre.

Le fait est que les pays industrialisés ont réduit le volume des montants qu'ils consacrent à la coopération. Pendant ce temps, on a vu augmenter sensiblement les besoins financiers pour faire face aux défis mondiaux actuels. Une série de nations économiquement fortes n'ont pas (encore) tenu leurs promesses, ou seulement en partie. Et le groupe des petits États industrialisés a beau augmenter ses budgets de coopération internationale, il ne pourra pas combler les lacunes qui en résultent.

Les budgets que le monde développé consacre à la coopération tendent à délaisser la réduction de la pauvreté, pour se diriger vers d'autres affectations: la lutte contre le sida, la malaria, la tuberculose, contre les changements climatiques, ou encore le financement de l'alliance contre le terrorisme. Bien sûr, il

faut tout mettre en œuvre pour relever ces défis mondiaux, mais on ne doit pas pour autant laisser des millions de personnes croupir dans la misère. Reste à savoir comment la communauté internationale financera cet effort supplémentaire. Parviendrons-nous à un véritable partenariat mondial? Ou une crise de l'aide va-t-elle conduire à des polarisations aux conséquences insoupçonnées? Dans l'intérêt de toutes les nations, si nous voulons vivre en paix et en sécurité, nous devons à tout prix éviter la crise.

La mondialisation montre clairement que nous partageons tous le même monde. Mais l'avons-nous vraiment compris? En fonction des résultats de la Conférence internationale sur le financement du développement (à Monterrey en mars), on saura dans quelle mesure les progrès tellement nécessaires pour la communauté mondiale pourront être réalisés lors du Sommet mondial sur le développement durable (à Johannesburg du 26 août au 4 septembre). ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Un avenir pour les jeunes Sud-Africains

L'économie privée participe à une initiative de développement en Afrique du Sud: en collaboration avec des entreprises suisses, la DDC a lancé il y a une année une fondation destinée à encourager écoles et formation professionnelle. Dix projets ont déjà bénéficié de son soutien.



David Reed / Panor / Strates

(mr) Les chiffres sont éloquentes: 52 pour cent des Sud-Africains âgés de 16 à 35 ans sont chômeurs. Les groupes les plus touchés sont les jeunes Noirs, métis et Indiens. Sur les 350 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, seuls 17 000 trouvent un emploi. Une croissance économique pourtant persistante n'a pas empêché la situation de se dégrader sur ce plan-là. Le phénomène de la *jobless growth* (croissance sans création de nouveaux emplois) a différentes causes. Les experts l'expliquent en particulier par les restructurations qui ont lieu notamment dans le secteur industriel. Faute de trouver un emploi à la fin de leur scolarité, beaucoup de jeunes Sud-Africains ne voient aucune perspective d'avenir et perdent tout espoir.

Treillis métalliques contre le chômage

C'est à ce niveau qu'intervient la Swiss-South African Cooperation Initiative (SSACI). Cette fondation, créée par l'économie privée suisse et la DDC, finance sur place des projets de formation qui permettent aux jeunes de trouver plus facilement une situation professionnelle. Des organisations d'auto-assistance sont en effet le seul moyen d'offrir – peut-être – une aide et de nouvelles perspectives à la gé-

nération montante. L'une d'elles, la Bahloki Steelpoort Unemployment Organisation, a reçu en 1997 un crédit du Haut Commissariat britannique qui lui a permis d'ouvrir, sur un site industriel désaffecté, une usine produisant des clôtures en treillis métallique; elle offre ainsi à de jeunes chômeurs l'accès à une activité professionnelle.

Le travail de formation a été confié à une organisation non gouvernementale de Johannesburg, spécialisée dans la création de micro-entreprises en milieu rural. «Nous savons comment cela fonctionne. Mais maintenant que nous avons plus de 150 membres, il faut que nous étendions notre champ d'activités», confie Petrus Mosehla, cofondateur de l'organisation. Il est prévu d'augmenter la production de clôtures et de créer deux nouvelles petites entreprises. L'expansion de la «Bahloki» a été rendue possible grâce à une contribution de la SSACI. ■

(De l'allemand)

Financement de la fondation

L'économie privée suisse a accordé à la SSACI un montant de 5 millions de francs pour 5 ans.

L'essentiel est fourni par des grandes entreprises: Ciba Spécialités Chimiques SA, Holcim-Alpha, CS Group, Novartis, Schindler, UBS, Swiss Re, Sika Finanz AG et Xstrata. Le reste vient d'entreprises plus petites. La DDC apporte également une contribution de 5 millions dans le cadre de sa coopération avec l'Afrique du Sud.

Aide en roubles pour les familles ingouches

Chassés par la guerre en 1999, environ 150 000 Tchétchènes vivent toujours dans la république voisine, l'Ingouchie. Deux tiers d'entre eux logent chez l'habitant. En collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Suisse fournit une compensation financière aux familles d'accueil.

(Jls) Les étrangers sont la cible privilégiée des gangs de ravisseurs qui sévissent dans la région. Comme les onze autres «expatriés» travaillant pour le HCR en Ingouchie et en Ossétie du Nord, le Suisse Dietrich Dreyer est protégé 24 heures sur 24. Coordinateur des programmes conjoints DDC/HCR dans le Caucase du Nord, il se rend tous les jours en Ingouchie, zone réputée pour son insécurité. Avant la tombée de la nuit, c'est au sein d'un convoi qu'il regagne son hôtel à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord.

Le HCR assure la sécurité et l'infrastructure nécessaire au bon déroulement du programme «Cash for shelter». De son côté, le Corps suisse d'aide humanitaire fournit l'aide financière et le personnel, il établit la liste des bénéficiaires et supervise le versement des mandats par la poste russe. «On nous avait déconseillé d'apporter une aide en argent liquide, en raison de la corruption. Durant l'hiver 2000/2001, nous avons pourtant distribué plus de 2 millions de francs sans perdre un sou», souligne M. Dreyer. Cette somme a été répartie entre 15 400 familles qui hébergent au total 120 000 personnes déplacées. En guise de compensation rétroactive, chaque ménage a reçu 2 700 roubles (environ 150 francs), indépendamment du nombre de ses hôtes. L'opération a été

renouvelée cet hiver, avec un montant porté à 3 000 roubles par famille d'accueil.

Factures impayées

Quand la deuxième guerre a éclaté en Tchétchénie à l'automne 1999, plus de 230 000 personnes se sont enfuies vers la république voisine. Les Ingouches ont fait preuve d'une étonnante hospitalité, ouvrant leurs portes à la plupart de ces réfugiés. Ils pensaient alors que la cohabitation durerait quelques semaines. Or, 150 000 Tchétchènes passent maintenant leur troisième hiver en Ingouchie. Cette situation a fini par grever le budget des familles d'accueil, relève M. Dreyer: «La consommation d'électricité, de gaz et d'eau a augmenté. Le montant des factures a bien vite dépassé les capacités financières des ménages. C'est pourquoi il est important de verser une aide en espèces. Nous recommandons aux familles d'utiliser cet argent pour régler leurs factures, car les fournisseurs russes menacent de couper l'approvisionnement.» ■

Idée née dans les Balkans

C'est en 1999, lors de la crise du Kosovo, que la DDC a imaginé cette forme d'aide appelée «cash for shelter» (de l'argent pour un abri). Les premières expériences ont été réalisées en Albanie, où il s'agissait de soutenir les familles qui avaient accueilli des réfugiés kosovars. Quelques mois plus tard, la DDC a mis sur pied un programme similaire dans le sud de la Serbie, région qui a vu affluer subitement 200 000 Serbes fuyant le Kosovo. L'aide financière aux familles d'accueil serbes a rencontré un tel succès que le programme a été répété durant l'hiver 2000/2001. Un autre programme de rétribution de l'hospitalité est réalisé actuellement en Macédoine.



Des communes serbes se réforment

En soutenant les réformes dans des communes de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), la Suisse vise à favoriser une gestion autonome, efficace et responsable. Un meilleur fonctionnement des administrations est par ailleurs un facteur contribuant à l'émergence d'une société démocratique.



Keystone

Impressions d'une visite en Suisse

Dans le cadre du programme de soutien aux municipalités, une soixantaine de responsables communaux serbes ont passé une semaine en Suisse en septembre dernier. Des cours théoriques et pratiques leur ont permis de cerner les spécificités du modèle helvétique de gestion communale. Le bilan de leur visite montre qu'ils ont été particulièrement impressionnés par la gestion des déchets et par l'organisation administrative. Les questions financières n'ont pas manqué non plus de les interpeller: dans de nombreuses communes suisses, le budget annuel par habitant dépasse 10000 francs, alors qu'en Serbie la moyenne se situe autour de 40 francs. Ils ont en outre relevé le comportement citoyen, le respect des normes et la tolérance envers les minorités.

(ag) La commune est généralement la première entité administrative que les citoyens connaissent comme usagers. Elle offre une palette de services tels que la distribution de l'eau et de l'énergie, l'éducation, le transport et la gestion des déchets. En contrepartie, la population doit s'acquitter de certains devoirs, comme le paiement des impôts. Après une décennie de troubles, les communes de la RFY n'étaient souvent plus en mesure d'assumer les tâches qui leur étaient dévolues.

Pour soutenir les réformes nécessaires, la DDC a mis en place un programme d'assistance aux municipalités. Avec un budget de 7 millions de francs, la première phase va se prolonger jusqu'à fin 2003. Sept communes serbes ont été choisies en fonction de plusieurs critères: multiethnicité, engagement en faveur de la démocratie sous le régime de Slobodan Milosevic et bonne collaboration passée avec la DDC.

L'importance de la formation

Consultant de la DDC pour ce projet, Peter Schübeler raconte ses premiers contacts sur place: «Nos interlocuteurs ont tout d'abord sollicité de l'aide

pour effectuer des réparations urgentes, comme par exemple des conduites d'eau défectueuses. Puis en discutant avec eux, il a été possible d'établir un catalogue des principaux problèmes.» Les lacunes concernaient quatre domaines: les services communaux, la gestion municipale, les services sociaux avec la participation des citoyens et le développement économique. Des mesures immédiates ont été prises pour remédier aux déficiences considérées comme prioritaires. Parallèlement, il est apparu que la formation devait être la pierre angulaire du programme. Les cours donnés aux fonctionnaires doivent leur permettre d'être plus aptes à organiser et à gérer leur municipalité tout en étant plus proches des besoins des citoyens.

Le développement communal n'est toutefois pas uniquement lié à la préparation du personnel. Il s'agit également de créer les conditions-cadre favorables. Ainsi, des démarches ont lieu auprès des autorités centrales pour obtenir des améliorations institutionnelles, légales et fiscales. ■

Deux milliards pour l'aide humanitaire et la coopération avec l'Europe de l'Est

(sia) Dans sa séance du 14 novembre 2001, le Conseil fédéral a adopté le Message concernant la continuation de l'aide humanitaire internationale. Il propose d'ouvrir un nouveau crédit-cadre de 1,5 milliard de francs pour financer l'aide humanitaire internationale de la Confédération sur une période minimale de quatre ans. Le Conseil fédéral s'est également prononcé en faveur d'une augmentation de 500 millions de francs du crédit-cadre pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants (CEI).

Simultanément, il a prolongé de deux ans la validité de ce crédit-cadre. L'adoption de ces deux messages constitue un signal clair pour une Suisse solidaire et ouverte. Les Chambres fédérales se prononceront lors de leurs prochaines sessions de printemps et d'été.

La Suisse reste au Rwanda

(bf) La Suisse continuera de participer aux efforts de la communauté internationale visant au renforcement de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs en Afrique centrale. En septembre dernier, le Conseil fédéral a en effet décidé de prolonger pour trois ans le programme spécial pour le Rwanda. La DDC a été chargée de poursuivre et d'actualiser ce programme, qui s'étendra jusqu'à fin 2004. Les principaux objectifs sont la démocratisation et la décentralisation, la promotion de l'État de droit et des droits de l'homme, ainsi que l'allègement de la pauvreté.

En plus du budget annuel de 5 millions de francs affecté à ce programme, le Conseil fédéral a débloqué 2 millions de francs par an pour des projets dans la région.

Le Rwanda compte parmi les nations les plus pauvres du monde. C'est un pays enclavé, pauvre en matières premières,

densément peuplé, qui dépend exclusivement de sa production de thé et de café. À ces problèmes structurels s'ajoutent les lourdes conséquences de la guerre civile et du génocide de 1994: une population traumatisée, divisée par des clivages ethniques et sociaux.

Prix bernois du film

(bf) Un beau succès pour le réalisateur bernois Jürg Neuenschwander et son film *Rencontres sur la voie lactée*. Après avoir suscité un grand intérêt lors de sa sortie au Festival international du film de Locarno, ce long métrage cofinancé par la DDC a obtenu en octobre dernier le Prix bernois du film 2001, doté de 10000 francs. Le jury a salué l'humour et la poésie de cette œuvre «qui traite de perceptions et de perspectives, qui se distingue par son grand respect de l'être humain et qui convainc par la qualité de ses images». *Rencontres sur la voie lactée* décrit le voyage de trois éle-

veurs et producteurs de lait venus du Mali et du Burkina Faso pour rendre visite à trois confrères suisses, dans le Seeland et l'Oberland bernois. Au cours de ce périple, les Africains comme les Suisses découvrent que l'inconnu a des aspects familiers et que les situations familières comportent aussi des inconnues.

Au fait, qu'est-ce que la société civile?

(bf) La notion de «société civile» fait partie du discours politique depuis des années. Utilisée de longue date par la coopération au développement, elle a surgi plus récemment dans les débats et les affrontements relatifs à la mondialisation. Mais il n'existe pas de définition précise de la société civile, laquelle englobe d'une manière générale toutes les organisations non étatiques ainsi que les citoyens.

La coopération au développement distingue trois grandes catégories d'acteurs, qui présentent des chevauchements: les institutions publiques, le secteur économique (secteur privé) et la société civile – ou plus exactement les organisations de la société civile. Ces dernières comprennent les organisations non gouvernementales (ONG) proprement dites et d'autres associations à but non lucratif qui défendent certains intérêts particuliers des citoyens: associations de consommateurs, syndicats, groupements pour les droits de l'homme, mouvements de base, médias indépendants et organisations écologistes.

À l'origine, le terme de société civile vient des mouvements de dissidents qui se sont développés dans les pays de l'Est. En s'organisant face à la puissance de l'État totalitaire, les dissidents cher-

chaient à créer des espaces de liberté pour la société. Après 1989, cette notion est devenue courante dans la politique internationale. On considère depuis lors que le renforcement de la société civile constitue un bon moyen de promouvoir la démocratie dans les pays dirigés de façon autoritaire ou oligarchique.



Robert Taurines / CERIC

Crainces et espoirs liés à la mondialisation

Il faut espérer qu'après le 11 septembre 2001 et la guerre d'Afghanistan, les divergences d'opinion sur la mondialisation ne se règlent plus dans la rue, mais lors de rencontres telles que le Sommet social de Porto Alegre. En tout état de cause, aucun autre phénomène de notre époque n'est aussi controversé et ne donne lieu à des débats aussi émotionnels. De Maria Roselli.

Comme pour la machine à vapeur

«Discuter pour savoir si l'on approuve ou si l'on rejette la mondialisation est aussi dépourvu de sens que le débat du 19^e siècle entre adversaires et partisans de la révolution industrielle. La vraie question est de savoir qui contrôle le processus de globalisation, et par conséquent à qui il profite dans les circonstances actuelles ou à qui il porte préjudice. Il en allait exactement de même à l'époque de la machine à vapeur. C'est une question de rapports de force sociaux et politiques.»
Dan Gallin, partisan critique de la mondialisation, directeur du Global Labour Institute, à Genève

«Carlo Giuliani est vivant!» C'est ce que l'on pouvait lire en grosses lettres rouges sur un drap que les squatters d'une maison située à la Badenerstrasse de Zurich ont suspendu contre la façade après les tragiques incidents du sommet du G8 à Gênes. À l'entrée de l'immeuble, deux phrases ressortaient parmi les graffitis: «Combattons le capital mondial!» et «Mondialisons la solidarité!»

Mais au fait, qui sont les adversaires de la mondialisation? Que craignent-ils? Un mouvement qui réunit travailleurs ruraux sans terre du Brésil, paysans français, syndicalistes européens ainsi que nombre d'intellectuels, de chefs d'État et d'organisations non gouvernementales (ONG) a bien entendu différents points de vue à faire valoir et peut se définir de plusieurs manières. Un objectif est toutefois largement partagé: se défendre contre la politique poursuivie par les États-Unis et l'Union européenne, qui vise à déréglementer les marchés financiers et à promouvoir une libéralisation permanente du commerce, au détriment des réglementations nationales et démocratiques. Les militants anti-mondialisation voient l'origine de cette politique dans le tournant néo-libéral pris en 1979 par la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher et en 1981 par les États-Unis de Ronald Reagan.

Tout le pouvoir aux multinationales?

«La mondialisation signifie un transfert du pouvoir économique aux structures multinationales et aux entreprises internationales», estime Pierre-Yves Maillard, qui a participé au Sommet social de Porto Alegre, au Brésil. Pour le conseiller national et syndicaliste vaudois, le principal danger que recèle la globalisation est celui d'une aliénation et d'une perte de démocratie. «Avec la libéralisation du commerce, les marchandises sont transportées d'un bout à l'autre du monde. Le marché local est remplacé par des structures internationales et des multinationales. Pour les pays en développement, le danger est celui d'une privation de pouvoir: ce ne sont plus les

nations qui décident ce qu'elles veulent produire et à quel prix, mais des multinationales dont le siège est très éloigné et qui ne pensent qu'en termes de profit. Les États perdent ainsi leur souveraineté économique», explique M. Maillard.

Jörg Huffs Schmid, professeur à Brême, considère également que le danger de voir l'État dépossédé de ses pouvoirs constitue un point central de cette problématique. «Les nouvelles caractéristiques des marchés financiers confèrent aux acteurs un pouvoir énorme. Ces marchés sont aujourd'hui sans frontières, entièrement libéralisés par décision politique. Des entreprises peuvent se voir retirer leur capital du jour au lendemain, ce qui les met sous pression. Ces mouvements spéculatifs engendrent instabilité et crises», souligne M. Huffs Schmid.

Dans l'esprit des opposants à la mondialisation, l'État se trouve relégué au rang de simple spectateur, aux côtés des citoyens, lesquels n'ont eux-mêmes guère voix au chapitre. L'intellectuel français François Chesnais, par exemple, est persuadé que la démocratie a aujourd'hui besoin non seulement du droit de vote, mais aussi d'un contrôle du capital.

«Ne pas oublier les plus démunis»

Quant aux partisans de la mondialisation, leur intérêt se porte moins sur les dangers que sur les opportunités offertes par ce processus. Pour eux, il est indiscutable que seule une ouverture accrue des marchés commerciaux – même dans les pays en développement – permettra de relancer la croissance économique.

«Les faits prouvent que la libéralisation du commerce contribue dans une mesure décisive à la croissance économique», affirme Rudolf Ramsauer, de l'association faîtière Économiesuisse. «Les pays en développement qui enregistrent la plus forte croissance sont ceux dont le marché est le plus ouvert. C'est particulièrement évident en Asie. À Taïwan, le revenu par habitant a quintuplé en 25 ans; en Corée du Sud, il a même sextuplé. Au cours des quin-



Jörg Bohring / agenda

Clive Shirley / Pinos / Strates



ze dernières années, la proportion de pays en développement qui participent au commerce mondial est passée de 20 à 30 pour cent. On a ainsi créé entre 350 et 400 millions de nouveaux emplois.» Pour Serge Chappatte, vice-directeur de la DDC, il est évident que dans certains pays comme la Chine, le Viêt-nam, la Malaisie ou la Hongrie, l'ouverture des marchés sur l'extérieur a largement contribué à réduire la pauvreté. Mais M. Chappatte voit surtout les difficultés des régions qui souffrent de la mondialisation. Le groupe des pays les plus pauvres du monde s'est élargi ces dernières années. «La croissance économique par habitant est particuliè-

rement faible dans ces pays; elle est même négative dans 22 d'entre eux. L'espérance de vie moyenne se situe aujourd'hui à 49 ans. Dans onze pays, elle a même régressé», relève-t-il.

Mesures d'accompagnement

Le Secrétariat d'État à l'économie (seco) veut éviter une approche manichéenne de la mondialisation. Il relève que ce phénomène comporte certains atouts: un meilleur accès aux informations et aux marchés, des possibilités accrues de coopération, une plus grande transparence et davantage de commerce. Mais tous les pays n'ont pas la possibilité d'ex-



Peter Stieger



Vincent Kohlschöger / aif



Frommann / aif



Sean Sprague / aif

exploiter ces chances. Beaucoup ne réunissent pas les conditions nécessaires pour faire face à la concurrence internationale. La globalisation peut donc augmenter les écarts de revenus à l'intérieur des pays de même qu'au niveau international. Dans ces situations, des mesures de soutien deviennent indispensables. Fondamentalement, le seco est favorable à une poursuite de la libéralisation du commerce. La position de la DDC en matière de mondialisation ne recoupe que partiellement celle du seco, comme l'explique Serge Chappatte: «Le seco tend à considérer que la lutte contre la pauvreté dépend exclusivement de l'ouverture des marchés. À la DDC, nous sommes convaincus que cela demande davantage de mesures d'accompagnement. Concrètement, je pense au renforcement des capacités locales, à la formation et à un infléchissement des processus politiques dans le sens d'une participation accrue des populations marginalisées.»

Lors d'une récente conférence organisée notamment par le seco, on a demandé à Tchinguiz Aïtmatov, écrivain et ambassadeur du Kirghizistan, s'il

conviendrait d'arrêter la mondialisation. Voici ce qu'il a répondu: «Je ne crois pas que l'on puisse ou que l'on doive la stopper, mais il ne faut pas simplement laisser aller les choses. On doit faire l'effort d'en examiner même les aspects positifs. Il s'agit de remplacer la globalisation économique de la communauté mondiale par une humanisation globale du développement économique. L'économie ne constitue qu'une partie de la culture humaine. Dans cette optique, l'économie assurerait à tout un chacun une vie de liberté et de dignité, tandis que l'on admettrait la primauté des valeurs spirituelles sur les valeurs matérielles.» ■

(De l'allemand)

Racisme - Notes pour un débat

Le débat est nécessaire. Pour estomper les fantasmes et promouvoir une sorte de thérapie libératrice, sans sujets tabous. Le thème de la race est encore entouré de susceptibilités. Le débat est encore un terrain miné, plein d'idées préconçues et de craintes. Il y a encore la peur d'appeler les choses par leur nom: désormais, nous sommes dominés par la tendance du soi-disant politiquement correct, nous avons peur des mots, nous hésitons à dire «Noir» ou «nègre». Au Mozambique, il est courant que les jeunes urbains évitent le terme «Blanc» et lui préfèrent «white». D'autres disent «Européen» pour se référer à une race donnée. On utilise des mots tels que «Africain» pour dire «Noir». Il y a des gens qui préfèrent «nègre», alors que d'autres trouvent ce même mot insultant. Tout ceci montre que nous devons toucher à cette affaire pour démythifier, désacraliser et domestiquer les fantasmes qui continuent à la peupler.

Nous courons le danger d'être détournés des questions fondamentales qui touchent notre pays, des préoccupations centrales de notre réalité, la réalité mozambicaine. Le Frelimo¹ était fort et il a gagné la guerre parce que la définition de l'ennemi était d'une clarté indiscutable. Dans les paroles, dans les écrits et dans les faits, cet ennemi, c'était le système colonial, et non pas le peuple portugais. Aujourd'hui, nous n'avons plus une définition claire de l'ennemi.

Le principal ennemi du Mozambique est la criminalisation de son économie, la façon dont le vol est devenu un moyen d'accumulation des richesses. Quels sont aujourd'hui les ennemis du développement? Nous avons des signes bien clairs. Cet adversaire nous a laissé des cartes de visite: l'assassinat du journaliste Carlos

Cardoso² et de l'économiste Siba-Siba³.

Je suis l'enfant d'une situation privilégiée, j'ai vécu dans la société coloniale et j'ai connu les fils de l'élite coloniale. Mais ces enfants n'allaient pas à l'université dans des voitures de luxe, l'argent n'était pas gaspillé en biens ostentatoires. Aujourd'hui, la situation a bien changé: on voit défiler des voitures somptueuses dans les principales villes et des palais sont érigés dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Je serais très heureux si je savais que tout cela est produit par le développement d'une bourgeoisie nationale. Que ces biens sont ceux d'une élite qui s'enrichit par des moyens licites, créant de la richesse pour le pays. Que nous sommes en présence d'une bourgeoisie patriote, capable de défendre les intérêts nationaux et de stimuler le développement collectif du Mozambique. Malheureusement, telle n'est pas la réalité.

C'est un autre tableau qui s'offre à nos yeux. Il montre une élite vorace, pillant les ressources, s'enrichissant grâce à l'argent public, à la corruption, au trafic de drogue et aux coups financiers. Le voilà, le grand ennemi du pays. Contre cet ennemi, il faudrait constituer un large front à travers le pays et rassembler tous les efforts de construction nationale.

La lutte contre le racisme ne peut pas être isolée de ce front combattant. Sinon, la question du racisme peut devenir un nuage de poussière, un voile agité justement par ce groupe, qui s'enrichit sur le dos de la misère.

Cette élite prédatrice a besoin de soupapes de sécurité et de boucs

émisaires. Elle doit trouver des coupables pour les frustrations des travailleurs mozambicains qui espéraient une vie meilleure. Nous n'allons pas assister muets à cette quête. Je prévois que nous devons être armés contre la démagogie des élites politiques. Entre le cycle des promesses électorales et la justification des attentes déçues, ces élites devront choisir des boucs émissaires. Elles vont les diaboliser et leur faire porter toute la faute. Ce seront des ethnies, des races, des religions... Ce seront, en somme, toujours ceux qu'il est facile d'identifier comme les «méchants». Ce qui se passe au Zimbabwe est un exemple clair de ce procédé: Robert Mugabe ne cherche aucunement à résoudre le problème des terres dans un cadre légal nouveau, en respectant les institutions et la stabilité de son propre pays. La question des fermiers blancs est un expédient qu'il utilise pour s'assurer des soutiens électoraux et se maintenir au pouvoir. On a une fois de plus la preuve que le racisme est un stratagème du pouvoir, que le racisme est un étendard au service de certaines ambitions politiques.

Discuter du racisme, oui. Mais sans raciaiser le thème. ■

(Du portugais)



Mia Couto est né en 1955 à Beira, la deuxième ville du Mozambique. Fils d'un immigrant portugais, il dit à propos de son enfance: «Chez nous, à la maison, le Portugal et l'Europe se trouvaient sur la route de l'Afrique.» Mia Couto s'est passionné pour la lutte de libération. Après l'indépendance acquise en 1975, il est devenu directeur de l'agence de presse nationale, puis rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tempo*. Vers le milieu des années 80, il a suivi des études en biologie. Depuis lors, il s'engage en faveur de l'environnement et d'une agriculture écologique. Il vit à Maputo et compte parmi les écrivains les plus importants non seulement du Mozambique, mais de toute l'Afrique lusophone. Trois de ses livres ont été publiés en français aux éditions Albin Michel, *Terre somnambule* (1994), *Les Baleines de Quissico* (1996) et *La Véranda au frangipanier* (2000).

¹ Parti gouvernemental au pouvoir depuis 1975.

² Journaliste d'investigation très connu au Mozambique, Carlos Cardoso a été assassiné le 22 novembre 2000. Il avait publié à plusieurs reprises des révélations sur une affaire de détournement de fonds à la Banque commerciale du Mozambique (BCM). Sa mort pourrait avoir un lien avec cette enquête.

³ António Siba-Siba a été assassiné le 11 août 2001. Il présidait par intérim le conseil d'administration de la banque privée Banco Austral, qui avait plongé au printemps 2001 dans une grave crise financière à la suite de prêts non provisionnés. Siba-Siba s'était engagé à appliquer le principe de la transparence des comptes.

Myriade d'idées pour faire connaître le Sud

Un mini-réseau de cinq personnes est à l'origine de nombreux projets interculturels dans des régions de Suisse où de telles activités sont habituellement marginales. Financés par la DDC, les délégués de Dialogue Nord-Sud s'emploient à promouvoir la solidarité et la compréhension à l'égard des peuples du Sud. De Jane-Lise Schneeberger.



Lookat (2)



169



170

Peter Steiger (3)

À quelques pas de la gare d'Olten, la procure des missions jouxte le couvent des capucins, construit en 1649. C'est là, dans une salle de réunion mise à leur disposition par l'administration missionnaire, que se retrouvent trois fois par an les délégués régionaux de Dialogue Nord-Sud (DNS): quatre femmes et un homme, qui tous exercent une autre profession à côté de cet emploi à 15 pour cent. Ils viennent des Grisons, de Fribourg, du Jura, de Glaris et du Haut-Valais.

Dans chacune de ces régions, les délégués créent des projets en toute indépendance, guidés par les directives générales de DNS. S'appuyant sur leur ré-

seau de contacts et sur leurs compétences propres, ils développent quantité d'activités de toute nature, qui visent un but commun: sensibiliser la population aux questions globales et valoriser les comportements solidaires. Lors de leurs réunions régulières à Olten, ils soumettent leurs projets au groupe, qui examine si les approches sont conformes aux principes de DNS. Ces séances sont aussi l'occasion pour les délégués régionaux de trouver de nouvelles idées et de partager les problèmes concrets qu'ils peuvent rencontrer, par exemple dans la recherche de financement. Un bref tour de Suisse montre la diversité de ces projets, qui re-

flètent souvent la sensibilité et le parcours du délégué.

Sonia, Mina, Carmen
Adora Fischer, à Coire, concentre ses efforts sur les migrantes et en particulier sur les femmes originaires, comme elle, des Philippines. C'est pour fuir la misère que la plupart de ces femmes ont quitté leur pays et se sont mariées avec des Suisses, explique-t-elle. «Ce sont les mères des Suisses de demain. Elles vivent ici. Et pourtant, personne n'en tient compte, on les traite comme des citoyennes de deuxième catégorie.» Avec un groupe de compatriotes, Mme Fischer a monté une pièce de théâtre intitulée *Sonia, Mina,*

Carmen, qui raconte l'histoire de ces épouses étrangères. En 2002, la troupe fera une tournée en Suisse alémanique. Parmi ses autres projets, Adora Fischer a organisé la formation de onze migrantes de différents pays en tant qu'animatrices de jeux pour enfants. Elle a ensuite créé un groupe de jeu, géré par deux de ces femmes: «Nous accueillons des enfants suisses et étrangers, âgés de 3 à 5 ans. Le but principal est de les confronter le plus tôt possible à d'autres cultures.»

Rapprocher le Jura de l'Afrique

À l'autre bout de la Suisse, les projets de Philippe Chételat



établissent des ponts avec l'Afrique, où cet enseignant spécialisé a travaillé durant douze ans. Au début, des chômeurs jurassiens ont fourni un soutien technique à un collectif d'artisans handicapés du Burkina qui fabriquent des jouets pour enfants. Depuis deux ans, des élèves-infirmières effectuent un stage au Togo, au Bénin ou au Burkina, afin de se familiariser avec les soins de santé primaires dans le Sud. «La tâche du délégué est de mettre en contact des partenaires, de déclencher un dynamisme. Ensuite, les activités doivent être portées par des organismes existants», explique M. Chételat. Cette conception est illustrée par la

Fête de la solidarité, qui s'est déroulée le 30 juin 2001. Philippe Chételat a dirigé le comité d'organisation de cette journée préparée par le collège de Delémont avec le soutien d'associations locales. Vu le succès de la première édition, il a été décidé que la fête serait organisée tous les deux ans. «Sans moi désormais, car mon travail de responsable est terminé», précise-t-il.

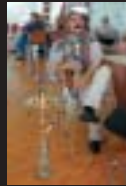
Grüezi, Herr Doktor!

Il arrive que le travail du réseau fasse apparaître des besoins similaires dans les régions. Sans s'être concertées au préalable, les trois déléguées alémaniques ont par exemple jugé nécessaire de

favoriser l'intégration des migrantes, en mettant sur pied des cours de langue. On y enseigne un allemand très pratique, afin que les femmes puissent se débrouiller dans la vie de tous les jours, soit chez le médecin, à la poste, dans les magasins, etc.

À Glaris, la déléguée Claudia Kock s'est consacrée à ce projet dès 1999. Aujourd'hui, des cours d'allemand sont proposés dans cinq localités glaronaises, mais ils devraient à terme couvrir tout le territoire cantonal. Mme Kock, journaliste au quotidien *Südostschweiz*, insiste sur le fait que seules les femmes sont admises: «Si les cours étaient mixtes, de nombreux hommes

n'autoriseraient pas leurs épouses à participer.» La déléguée s'efforce de faire connaître la culture du Sud dans son canton: une fête orientale, un cinéma itinérant, une exposition sur l'art textile au Mali... Elle a aussi travaillé avec des chômeurs pour la création d'une exposition itinérante consacrée à vingt années d'expériences de développement en Amérique latine. Toutes ces activités sont basées sur des partenariats avec d'autres organisations, souligne-t-elle: «Grâce à son mandat, le délégué peut mettre son temps et ses moyens à disposition. Il sert de catalyseur, soit en soutenant des processus en cours,



soit en lançant des activités nouvelles.»

Entre les parents migrants et l'école

Sa collègue de Fribourg, Cristina Tattarletti, partage cet avis: «En tant que déléguée, je n'agis jamais seule. Mon rôle est de coordonner et d'accompagner le travail des différents partenaires. J'essaie de ne jamais être la leader.» Formatrice d'adultes, cette Tessinoise s'intéresse tout spécialement au domaine de l'éducation et du travail communautaire. Elle a soutenu la création d'un groupe de rencontre qui facilite le dialogue entre les parents migrants et les établissements scolaires. C'est aussi à son initiative qu'a été créée une association qui va ouvrir à Fribourg une bibliothèque interculturelle, la neuvième de Suisse. Dans un registre plus décontracté, elle a participé à l'organisation d'un pique-

nique interculturel: des migrants de quinze nationalités différentes ont préparé des spécialités culinaires et présenté des spectacles. Après dix années passées en Bolivie, Mme Tattarletti est rentrée en Suisse début 2000. Elle est la dernière arrivée dans le réseau DNS.

Parrains et marraines

En revanche, la déléguée du Haut-Vallais Lina Hosennen a suivi toute l'histoire de DNS, depuis les premières expériences qui datent d'avant la création du réseau en 1995. Au début des années 90, elle était en effet l'assistante de Gabrielle Nanchen, chargée par la DDC de mettre en œuvre des activités de sensibilisation.

Depuis lors, Lina Hosennen n'a cessé de multiplier les projets. Le dernier en date consiste à former une vingtaine de «parrains et marraines culturels», des personnes suscep-

tibles de garantir une meilleure intégration des étrangers dans la vie des villages.

Après toutes ces années, Mme Hosennen a renoncé à son mandat. Elle s'est retirée fin 2001, non sans avoir organisé sa succession. Heureuse d'avoir trouvé la perle rare, elle note cependant que le profil du poste est exigeant: «Le délégué doit être très bien intégré dans le monde politique, associatif et culturel. Il doit faire preuve de créativité, avoir le sens de la communication, etc. Mais ce qu'il faut par-dessus tout, c'est beaucoup d'amour et d'engagement.» ■

Interdépendance et solidarité

Les délégués régionaux sont rattachés au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, à Lisbonne. Ce centre a été créé en 1990 dans le sillage d'une campagne européenne sur le thème de l'interdépendance et de la solidarité mondiales. Il devait poursuivre les activités de sensibilisation de l'opinion dans les régions et les communes d'Europe. À l'époque, l'ancienne conseillère nationale Gabrielle Nanchen était déléguée de la DDC aux activités Nord-Sud du Conseil de l'Europe. C'est donc à elle que revenait la tâche de mettre en œuvre sur le plan suisse les objectifs du Centre Nord-Sud. Dans le cadre de ce mandat, la socialiste valaisanne a conçu différents projets, dont celui des délégués régionaux, qui a vu le jour en septembre 1995. Depuis 1998, la régie du réseau DNS est assurée par la Fondation Éducation et Développement.

Films

Regards sur le monde

(dls) Le Festival international de films de Fribourg se tiendra du 10 au 17 mars. Hormis la dizaine de films en compétition, il mettra à l'affiche une rétrospective sur les Amériques noires, de l'aliénation à la libération de l'image du Noir, et il s'interrogera sur ce que représente le Sud chez nous. Il sera suivi du 15 au 24 mars par le festival genevois Black Movie, qui présentera une section thématique sur les clans, tribus et familles, ainsi qu'une sélection des meilleurs films récents d'Afrique noire. Quant au Festival médias Nord-Sud, qui met à l'honneur les documentaires sur les questions de développement, il aura lieu du 5 au 12 avril à la Télévision suisse romande, à Genève. Les deux thèmes «Médias, facteur religieux et actualité internationale» et «Sport et développement» marqueront cette 18^e édition. Pour clore la saison, le festival international du cinéma documentaire Visions du Réel se déroulera à Nyon du 22 au 28 avril. Une vingtaine de films seront en compétition. Le festival prévoit une importante représentation de réalisateurs asiatiques, notamment de Chine, et permettra de découvrir les premiers films de nouveaux talents. La DDC s'associe à ces festivals et aux regards divers qu'ils permettent de jeter sur le monde.

Festival international de films de Fribourg, du 10 au 17 mars
Festival Black Movie, Genève, du 15 au 24 mars
Festival médias Nord-Sud, Genève, du 5 au 12 avril
Visions du Réel, Nyon, du 22 au 28 avril

À bord des caboteurs malgaches

(dg) Sur la côte ouest de Madagascar, des zones étendues ne sont pas accessibles par des voies terrestres sûres. Ces régions fai-



blement peuplées dépendent du ravitaillement par cargos à voile, surtout durant la saison des pluies. Dès que les voiliers appareillent, les lois qui règnent ne sont plus les mêmes qu'à terre, parce qu'il n'y a pas de liaisons téléphoniques avec les ports et que les cargos ne sont pas équipés d'appareils radio. Intitulé *Des pois sous la voile*, un film accompagne ces caboteurs et illustre, par des images poétiques saisissantes, les contrastes entre la vie en mer et la vie sur terre. Un exemple de ce que peut être l'existence sans moyens de communication modernes. Sous-titré en français ou en allemand.

Eva Hänger, René Schraner et Franz Stadelmann: «Des pois sous la voile», Suisse/Madagascar 1999. Français/malgache, vidéo VHS, 35', à partir de 14 ans.
Distribution/vente: Cinédia, tél. 026 426 34 30, e+m.cinedia@mail-com.net
Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch
Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch, www.filmeeinewelt.ch

Une première en Suisse romande

Agenda (ahj) La conférence annuelle de l'Aide humanitaire est organisée cette année pour la première fois en Suisse romande. Elle aura lieu le vendredi 8 mars au Centre des congrès de Montreux. Un lunch ouvrira la rencontre à midi. Le programme officiel débutera à 13h30, avec la participation du conseiller fédéral Joseph Deiss, de Walter Fust, directeur de la

DDC, et de Toni Frisch, délégué à l'aide humanitaire et chef du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). En convoquant sa conférence à Montreux, l'Aide humanitaire a choisi l'ouverture: elle entend ancrer davantage sa présence dans l'esprit du public romand et apparaître plus concrètement dans les échanges directs.

De nombreuses personnalités de la région ont été invitées à cette réunion. Les représentants officiels des cantons romands figurent parmi elles.

Montreux, Centre des congrès, 8 mars

Johannesburg 2002

Internet (bf) Le Sommet mondial sur le développement durable se tiendra du 26 août au 4 septembre à Johannesburg. La Suisse a ouvert un site Internet officiel sur ce thème. On y trouve de nombreuses informations concernant le développement durable en Suisse dix ans après la conférence de Rio: rapport d'experts, rapport du Conseil fédéral sur le développement durable en Suisse, informations sur les projets en cours et manifestations prévues.

www.johannesburg2002.ch

Le sens des mots

Livres et brochures (jls) Sur mandat de la DDC, le Laboratoire de démographie économique et sociale (LaboDémo) de l'Université de Genève a réalisé un *Lexique multilingue de termes démographiques*. Cet outil de travail doit permettre aux acteurs du développement d'intégrer plus facilement les questions de population dans leur pratique. Il donne la signification exacte de concepts et indicateurs dont le non-spécialiste n'a le plus souvent qu'une maîtrise imparfaite. Les auteurs entendent contribuer à ce que les stratégies et les actions de développement gagnent en réa-

Service

lisme, donc en efficacité. Le lexique compte 203 entrées, regroupées selon des thèmes tels que fécondité et reproduction, nuptialité, mortalité, croissance démographique, mobilité géographique, etc. Chaque entrée apparaît en français, allemand, anglais et espagnol. Mais la définition des concepts est donnée en français.

«Population et développement – Lexique multilingue de termes démographiques».

Commandes: DDC-Verteilzentrum, Case postale, 3000 Berne 23, info@deza.admin.ch, fax 031 324 13 48

Portraits de réfugiés somaliens

(bf) Réalisation superbe et originale, le livre d'images commentées *A Camel for the Son*, du photographe Fazal Sheikh, présente la vie de femmes et d'enfants somaliens dans des camps de réfugiés au Kenya. Trois camps – Ifo, Dagahaley et Hagadera – abritent actuellement plus de 120 000 réfugiés, dont 80 pour cent de femmes et d'enfants. Avec l'appui de la Fondation Volkart à Winterthur, le photographe a élaboré plusieurs projets de livres, dans le but de sensibiliser davantage l'opinion mondiale à la question des droits de l'homme. Fils d'un Kenyan et d'une Américaine, Fazal Sheikh a passé sa jeunesse à



Fazal Sheikh

New York. Il a illustré l'existence des réfugiés au Kenya, en Éthiopie, au Mozambique, au Rwanda, en Somalie, en Afghanistan et au Soudan. *A Camel for the Son* peut être consulté et commandé sur Internet, de même qu'un autre ouvrage paru récemment, *Ramadan Moon*, qui présente également des portraits de femmes. Le produit de la vente est destiné à un fonds international pour les droits de l'homme. www.fazalsheikh.org

Collection pour les jeunes

(bf) Le livre d'images *Frische Fische* (poissons frais) du Tanzanien John Kilaka raconte, en illustrations magnifiquement exotiques, les aventures du pêcheur Sowke Chimpanzé. *Djemas Traum vom grossen Auftritt* (le rêve de gloire de Djema), du Malien Idrissa Keïta, décrit la vie du petit Djema, qui arrive de la campagne avec sa famille et s'installe dans la capitale, Bamako. Le garçon, âgé de dix ans, découvre cette grande ville en se lançant dans des excursions plus ou moins téméraires avec ses nouveaux amis. Ces deux ouvrages sont parus récemment dans la collection Baobab, soutenue par la DDC, qui publie des livres pour la jeunesse exclusivement rédigés par des auteurs africains, asiatiques, latino-américains ou appartenant à des minorités ethniques extra-européennes. Les livres Baobab, qui n'existent encore qu'en allemand (on cherche des éditeurs pour le français), offrent aux enfants d'ici une idée de ce que peuvent être la vie quotidienne, les pensées et les rêves des gens de l'hémisphère sud.

John Kilaka: «Frische Fische»; Idrissa Keïta: «Djemas Traum vom grossen Auftritt». Fonds pour livres d'enfants Baobab, Éditions Atlantis Pro Juventute

Sécurité internationale

La Suisse et le monde, la revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). Le prochain numéro (édition du mois d'avril) consacrera une large place aux questions de sécurité internationale. D'autres contributions se pencheront sur le rôle des femmes dans la promotion de la paix et sur la création de carrefours d'affaires suisses (*business hubs*) aux quatre coins du monde. L'ONU était le thème principal de la dernière édition (janvier).

Il est possible de souscrire un abonnement gratuit à l'adresse suivante:

La Suisse et le monde, c/o Schaer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf

Une salsa piquante

Musique (er) La vague cubaine continue d'enchanter au même rythme le public et les producteurs de musique enregistrée. Mais le saxophoniste bernois Erwin Brünisholz et ses complices ont été saisis par la fièvre du *son* bien avant le boom actuel dû au Buena Vista Social Club. Cela fait 16 ans qu'ils s'adonnent à la salsa des origines avec leur groupe Picason, dont le nom est une association de *picante* et de *son*. Après plus de 340 concerts – tournées dans les Caraïbes, projets avec des grosses pointures cubaines comme Irakere, NG La Banda ou Arturo Sandoval – Picason passe pour être le meilleur groupe de *timba* (forme actuelle de la salsa) à l'extérieur de Cuba. Une réputation justifiée, comme le montre son cinquième CD. Il reproduit fidèlement la légèreté fougueuse de ces morceaux joués corps et âme par 14 musiciens: pulsations des percussions, balancement des



basses, traits puissamment *funky* des vents, intermèdes perlés au piano – en dialogue avec des voix mâles et rauques.

Picason: «Timba» (Trace / COD Music)

Toutes les facettes de la world music

(er) Ex-chanteur vedette du groupe légendaire Dissidenten, Hamid Baroudi a électrisé des sons sahariens et contribué à l'avènement de la *global-pop*. Voilà que son nouvel album *Sidi* vient une fois de plus charmer les oreilles de ses fans et parader au sommet des *charts* de la world music. Nomade musical et passeur interculturel, cet Algérien établi en Allemagne sait faire briller toutes les facettes du genre: il associe des cadences 6/8 extatiques du Maghreb aux rythmes de la rave européenne; il laisse transparaître des éléments de flamenco espagnol, de musette français et de timbali brésilien; il tisse des textes de rap américain sur du makossa d'Afrique occidentale. L'*oud*, un luth traditionnel, dialogue avec des guitares rock, tandis que le chant d'une baleine se mêle à d'harmonieux solos de trompette. Le



tout parfaitement orchestré sans mettre en péril l'âme arabe de sa musique, comme l'affirme Baroudi le nomade.

Hamid Baroudi: «Sidi» (Vielklang-Barraka El Farnatshi / RecRec)

Journées d'information

(bf) Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (cinfo) organise ces prochains mois plusieurs cours et manifestations.

Des journées d'information auront lieu le 21 mars (en allemand) et le 22 mars (en français) à Bienne. Elles seront l'occasion de réfléchir sur les possibilités et les limites d'un engagement dans le cadre de la coopération internationale suisse, et de s'informer sur l'offre et la demande dans ce domaine.

Les personnes qui s'intéressent à un stage dans la coopération internationale pourront se renseigner à ce sujet le 25 avril au siège du cinfo, à Bienne.

Le cinfo organise en outre des séances de consultation du 1^{er} au 3 mai au Tessin (allemand et français), ainsi que tous les mercredis et vendredis après-midi à Bienne (allemand, français, anglais). Une inscription préalable est nécessaire.

Autres renseignements: www.cinfo.ch ou secrétariat du cinfo, case postale, 2500 Bienne 7, tel. 032 365 80 02

Formation postgrade

L'EPFZ propose ces prochains mois plusieurs cours en vue de la préparation du diplôme post-

grade pour les pays en développement (NADEL):

2.4-5.4 Coopération dans le contexte urbain: la ville entre développement et respect de l'environnement

8.4-12.4 Introduction à la planification de projets et de programmes

22.4-26.4 Développement institutionnel dans le cadre de la coopération

29.4-3.5 Le savoir local dans la coopération au développement

6.5-10.5 Image de l'autre et développement dans une perspective interculturelle

13.5-17.5 Conduite de programmes et de projets dans la coopération: le rôle du suivi et du contrôle financier

21.5-24.5 Systèmes de micro-financement dans les pays en développement

27.5-31.5 Société civile, État et développement

10.6-12.6 Introduction à la gestion financière de projets de développement

17.6-21.6 Évaluer les processus et les résultats de projets et de programmes

24.6-28.6 Processus multicritères d'évaluation préalable

Langue de travail: allemand. Délai d'inscription: un mois avant le début du cours.

Secrétariat du NADEL, Centre EPFZ, 8092 Zurich, tél. 01 632 42 40, www.nadel.ethz.ch

Mondialisation et justice

(bf) Tandis que les bilans du commerce extérieur sont tou-

jours plus réjouissants dans l'hémisphère nord, le Sud continue de perdre du terrain. La Suisse fait partie des gagnants de la mondialisation. Comment gère-t-elle les nombreux conflits qui opposent solidarité et rentabilité? Richard Gerster étudie depuis des années la problématique des rapports économiques et du développement sur le plan international. Son dernier livre *Globalisierung und Gerechtigkeit* (mondialisation et justice) éclaire divers aspects des relations du monde avec la Suisse et de la Suisse avec le monde. L'auteur examine en même temps les phénomènes qui partagent le monde en gagnants et perdants. Par ailleurs, le professeur et didacticien Armin Tschenett propose aux enseignants (degré secondaire II, écoles professionnelles, formation de base et formation postgrade) un manuel présentant divers sujets à traiter, des suggestions ponctuelles, l'élaboration d'une séquence plus longue d'enseignement ainsi que des devoirs avec leurs solutions. *Richard Gerster: «Globalisierung und Gerechtigkeit», h.e.p. Verlag Bern.*

Armin Tschenett: «Globalisierung und Gerechtigkeit – Handbuch für Lehrpersonen», h.e.p. Verlag Bern. Les deux ouvrages n'existent qu'en allemand. Autres renseignements: www.hep-verlag.ch

Toutes les prières

(jls) De nombreuses croyances se côtoient aujourd'hui dans la société suisse. L'école, lieu pri-

vilégié d'échanges et de rencontres, a besoin d'informations sur ce thème sensible. Les vingt principales communautés religieuses de Suisse romande ont été recensées dans un ouvrage destiné en priorité aux enseignants et aux élèves. Le *Panorama des religions* présente les cinq grandes traditions mondiales (bouddhistes, chrétiens, hindous, juifs et musulmans), ainsi que quinze autres courants pour la plupart chrétiens (adventistes, baha'is, évangéliques, mennonistes, salutistes, témoins de Jéhovah...).

Chaque communauté fait l'objet



de trois fiches détachables. L'une décrit la foi, la morale et les rites. Une autre informe l'enseignant sur le rapport entre la vie scolaire et l'appartenance religieuse d'un élève. La troisième fiche fournit des adresses, des références, des statistiques et des sites Internet.

«Panorama des religions – Traditions, convictions et pratiques en Suisse romande». Prix: 19 francs.

Commandes: Fondation Éducation et Développement, Av. de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vullfray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Sarah Grosjean (gjs)
Barbara Hofmann (hba)

Joachim Ahrens (ahj)
Antonella Simonetti (sia)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie: City Comp SA, Morges

Impression: Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch

65983

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 57 500

Couverture: Roland Seitre / Still Pictures

Internet: www.ddc.admin.ch

Dans le prochain numéro :

Il y a dix ans, la Suisse adhère aux institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Contexte, répercussions concrètes, défis.



Michael Kottmeyer / agenda



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC